

VERS L'ÉMERGENCE DE NOUVEAUX MODES DE COOPÉRATION TERRITORIALE ?

**De nouvelles formes de coopération entre mondes de la
recherche et mondes professionnels**

ÉQUIPE

Ce mandat de recherche a été mené par l'équipe de la Plateforme de développement urbain HES-SO Genève en collaboration avec l'Office de l'Urbanisme de la République du Canton de Genève (mandant)

Equipe de la plateforme de développement urbain HES-SO Genève

Responsable du mandat de recherche

Simon Gaberell

Collaboratrice de recherche

Carla Jaboyedoff

Direction du mandat de recherche à l'office de l'urbanisme de la République et Canton de Genève

Frédéric Josselin

Institutions impliquées

HETS - Haute école de Travail Social

HES-SO Ge - Haute école spécialisée de suisse occidentale Genève

Office de l'urbanisme de la République et Canton de Genève

REMERCIEMENTS

Nous tenons à remercier toutes les personnes qui ont participé de près ou de loin à ce mandat de recherche et ont contribué à nourrir sa réflexion.

Nous remercions particulièrement les personnes interrogées, les personnes présentes au focus group et les porteurs de dispositifs qui ont répondu à notre questionnaire et ont contribué à préciser et clarifier leurs objectifs et portées.

NOTICE DE LECTURE

Les acteurs impliqués dans les dispositifs étudiés sont répartis en 4 grandes catégories:

- les administrations
- les hautes écoles
- les associations, fondations d'utilité publique
- les entreprises à titre individuel et sous groupement

Au long du document, ils sont représentés en couleurs:

hautes écoles

administrations

associations, fondations d'utilité publique

entreprises

INDEX

DE NOUVELLES FORMES DE COOPÉRATION TERRITORIALE 6

introduction 7

une entrée par les dispositifs de coopération 8

CARTOGRAPHIE TERRITOIRE DU GRAND GENÈVE 10

programmes de recherche 11

observatoire 14

réseau thématique 19

laboratoire 25

programme de formation 33

diagrammes comparatifs 37

ENTRETIENS ET CONSTATS 43

EXEMPLES DE DISPOSITIFS SUISSES ET EUROPÉENS 48

programmes de recherche 49

observatoire 52

réseau thématique 55

laboratoire 61

programme de formation 67

OUVERTURES ET PROPOSITIONS 69

BIBLIOGRAPHIE 73

**DE NOUVELLES
FORMES DE
COOPÉRATION
TERRITORIALE**

INTRODUCTION

De nouvelles formes de coopération entre mondes de la recherche et mondes professionnels

Dans sa feuille de route 2018-2023, le Conseiller d'Etat en charge du Département du Territoire de la République et Canton de Genève affirme vouloir « repenser et faire évoluer les modes de travail¹ » de son administration en vue « d'une meilleure compréhension du territoire et d'une plus grande agilité des modes opératoires. Cette volonté doit notamment se concrétiser par le renforcement de « la dynamique de collaboration » au sein du département, mais également par la mise en place « de lieux favorisant le dialogue (3DD, pavillon Sicli, etc.) », ainsi que d'un «laboratoire urbain participatif » en partenariat avec les Hautes écoles du canton. Ceci, afin de « doter l'Etat des moyens d'évoluer et de se positionner dans un contexte urbain en mutation », caractérisé par une augmentation de la « complexité sociale ».

Cette volonté fait notamment écho à celle du Conseil de Direction de la HES-SO Genève, qui regroupe les 6 hautes écoles spécialisées du canton (HEPIA, HEG, HEAD, HEM, HEdS, HETS) de créer une plateforme de développement urbain inter-écoles, dans l'objectif de « relever les défis et enjeux des métropoles et des zones transfrontalières² » de l'agglomération en misant sur « des approches interdisciplinaires » et le « renforcement des collaborations avec l'Université de Genève et les administrations publiques de la région ». A cette fin, des conventions-cadre de coopération en matière de développement urbain ont été signées, à la fin de l'année 2016, entre les hautes écoles, respectivement la HES-SO Genève et la faculté des Sciences de la Société de l'Université de Genève, et le Département du Territoire. Ces conventions ont pour objectif de « faciliter et encourager la coopération entre le Canton et les hautes écoles dans les domaines de l'enseignement, de la formation, de l'information et de la recherche appliquée ». Un comité de pilotage conjoint entre ces trois institutions est mis en place dès 2017. Récemment, la faculté de l'environnement naturel, architectural et construit (ENAC) de l'Ecole polytechnique fédérale de Lausanne (EPFL) a signé une convention de nature similaire, complétant ainsi le dispositif.

Ces initiatives sont révélatrices de nouvelles attentes et de pratiques en matière de collaboration entre production de « savoirs » et action publique urbaine dans le champ du développement territorial. La complexité des enjeux, la rapidité des mutations territoriales et la multiplication des acteurs impliqués dans les politiques publiques urbaines débordent en effet le cadre formel des institutions publiques classiques, et font émerger de nouveaux modes de collaboration censés être plus à même d'y répondre. Des réseaux d'acteurs autonomes, mais interdépendants se développent ainsi et articulent des ressources et des compétences variées, mêlant expertises académiques et professionnelles, dans l'objectif de développer une capacité d'action collective leur permettant de s'adapter avec agilité aux enjeux urbains émergents, de construire une culture partagée du territoire et éventuellement de mieux répondre aux aspirations des populations. Des projets « d'observatoire », de « hub », de « tiers-lieu du territoire » ou de « plateforme » ont récemment vu le jour pour tenter de structurer ces différentes collaborations.

Si les liens entre pratiques de l'urbanisme et recherche urbaine sont anciens, la sévère crise du logement qu'a connu le canton de Genève ces quinze dernières années a conduit à un ajustement tant de la part des institutions que des dispositifs légaux et des outils en matière d'urbanisme. Une nouvelle culture de l'urbanisme orientée vers des pratiques de la concertation semblerait ainsi émerger, et insisterait sur la nécessité d'être plus souple, pour résoudre, au plus proche du terrain, les enjeux susceptibles de freiner la production de logements (Mager, Matthey 2016). Ce processus est aujourd'hui accéléré par la nécessaire transition écologique dans laquelle le canton s'est engagé. La capacité à s'appuyer sur de l'expertise scientifique est également devenue une composante clé des stratégies territoriales pour légitimer les politiques publiques et garantir la confiance dans les institutions. La science apporte en effet son autorité et sa crédibilité au projet territorial dans une conception souvent positiviste ; les bases de données

1 Feuille de route 2018-2023 du Département du Territoire, République et Canton de Genève, Janvier 2019.

2 Communiqué interne du Conseil de Direction de la HES-SO Genève, Mai 2015.

permettent de mettre en œuvre une politique territoriale basée sur des faits scientifiques ; et la cartographie participe au suivi des projets et à la communication autour de la vision institutionnelle du territoire. La production et la maîtrise de l'information sont ainsi devenues des modalités centrales de la gouvernance urbaine et territoriale (Gaberell, Debarbieux 2014).

Ces évolutions s'inscrivent plus largement dans les transformations observées des pratiques professionnelles dans le domaine l'urbanisme et de l'aménagement, tant en Suisse qu'en France (Ascher, 2001 ; Lévy, 2006 ; Matthey et Mager, 2016 ; Pinson, 2009 ; Girault 2015) depuis plusieurs années. Elles questionnent l'identité des urbanistes et favorisent l'entrée de nouvelles disciplines, de nouvelles professions et la recomposition des acteurs dans la fabrique de la ville, notamment vers une plus grande prise en compte du pouvoir d'agir habitant. De nouvelles relations entre chercheurs, professionnels, collectivités publiques et habitants émergent ainsi à différentes échelles. Ces collaborations en perpétuelle recomposition, invitent à repenser la fabrique de la ville dans sa conception, sa mise en œuvre et son évaluation. Elles renforcent également la nécessité de penser le territoire et la ville comme des systèmes sociaux en relations (McFarlane, 2011 ; Brenner et al., 2011 ; Latour, 2006) et le projet urbain « non plus comme une activité de contrôle des transformations socio-spatiales » mais comme une activité permanente de mobilisation cognitive et sociale visant à renforcer les connexions entre acteurs et leur capacité d'action collective (Pinson 2009 ; Boltanski et Chiapello, 2011). Les nouveaux enjeux liés à la complexe transition écologique du territoire accentuent encore ces évolutions.

Au niveau des hautes écoles, le paysage académique genevois se caractérise aujourd'hui par un certain émiettement des initiatives. Il n'existe pas un institut de recherche en urbanisme mais une multitude d'instituts et de laboratoires disciplinaires se positionnant autour des enjeux territoriaux de l'agglomération. De manière similaire, si les conventions signées entre le Département du Territoire appellent au développement d'un observatoire du territoire pouvant participer à la compréhension de la complexité de la région et à la production d'informations spatialisées, plusieurs observatoires thématiques portés en partenariat coexistent actuellement. Dans le champ des formations, on identifie un repositionnement des offres de formation dans le domaine du développement territorial en suisse-romande vers un élargissement du champ disciplinaire et des approches interdisciplinaires et un renforcement de l'ancrage dans la pratique professionnelle. Ces évolutions au sein des hautes écoles invitent à croiser les savoirs scientifiques et les expertises professionnelles et parfois à questionner ces différentes formes de légitimités. Elles poussent également à développer de nouvelles manières de produire de la connaissance, de façon plus ouverte et à des fins d'action, en articulation avec les enjeux professionnels et citoyens et dans une perspective plus entrepreneuriale en vue de diversifier les sources de financement.

UNE ENTRÉE PAR LES DISPOSITIFS DE COOPÉRATION

Ce mandat de recherche vise ainsi à identifier les différents dispositifs de collaboration, sur le territoire du Grand Genève, dans le champ du développement territorial, d'en mesurer la portée et d'en questionner les principes et les représentations qui les sous-tendent. In fine, l'objectif de ce mandat est d'approfondir les collaborations déjà entreprises sur le territoire de l'agglomération genevoise et d'étudier la structuration de nouveaux dispositifs innovants hautes écoles et administrations publiques pour construire des visions partagées de nos devenirs territoriaux. La méthodologie pour l'élaboration de la cartographie des dispositifs et leur analyse s'appuie en partie sur la grille d'analyse développée par Hélène Rey-Valette et al. (2010), dans le cadre du projet de recherche « Pour et Sur le Développement Régional » (PSDR) sur les innovations organisationnelles relatives à la gouvernance territoriale.

Notre unité d'observation est donc celle du dispositif. La notion de dispositif est suffisamment large et englobante pour recouvrir un grand nombre de formes de coopération entre mondes académique et professionnel. Michel Foucault l'avait défini comme : « un ensemble résolument hétérogène, comportant des discours, des institutions, des

aménagements architecturaux, des décisions réglementaires, des lois, des mesures administratives, des énoncés scientifiques, des propositions philosophiques, morales, philanthropiques, bref : du dit, aussi bien que du non-dit. Le dispositif lui-même, c'est le réseau qu'on peut établir entre ces éléments » (Foucault, 1975). Selon Giorgio Agamben, le dispositif a ainsi l'objectif et la capacité « de capturer, d'orienter, de déterminer, d'intercepter, de modeler, de contrôler et d'assurer les gestes, les conduites, les opinions et les discours des êtres vivants » (Agamben, 2014).

Ainsi défini, le dispositif propose une compréhension dynamique du déploiement de la coopération territoriale. La gouvernance³ territoriale nécessite en effet la mise en place de dispositifs organisationnels plus ou moins pérennes, plus ou moins institutionnalisés, en relation avec l'élaboration de l'action publique territoriale. Ces dispositifs favorisent la coopération entre les acteurs et institutions dans l'objectif d'une mutualisation des connaissances et des ressources en faveur d'une action territoriale concertée. L'enjeu de ces dispositifs est d'organiser les échanges et la coordination entre les différents acteurs concernés. Ils sont ainsi conçus et gérés sur le constat de l'étroite interdépendance reliant les acteurs s'y associant. Le dispositif est de ce point de vue « produit et géré par le centre ou le pivot d'un collectif organisé, et vise à intégrer les outils et les acteurs de façon cohérente, et dans le respect de certaines règles de gestion » (De Vaujany, 2006). Ces dispositifs construisent de nouveaux réseaux, produisent de nouvelles connaissances, voire de nouvelles institutions et normes, qui peuvent à leur tour être mobilisables par d'autres acteurs, à d'autres échelles. Il convient ainsi d'identifier les dispositifs de collaborations qui se forment, de regarder comment ils se constituent, de quoi ils se composent et quelles actions ils produisent.

A partir du recensement de dispositifs de coopération territoriale existants sur le territoire de l'agglomération, de l'identification d'initiatives intéressantes en Suisse et en Europe, de réflexions plus théoriques et d'entretiens semi-directifs, ce mandat de recherche place au centre de nos questionnements le renforcement d'une capacité d'action collective nécessaire pour faire face aux enjeux de l'action publique territoriale du Grand Genève : maîtrise de la complexité territoriale ; coordination entre des acteurs multiples ; intégration des différentes échelles de la gouvernance territoriale ; gestion transversale et multi sectorielle des problèmes ; élaboration d'une vision territoriale concertée.

La collecte de données s'est faite entre septembre 2019 et juin 2020 par le biais de la recherche documentaire, de 8 entretiens semi-directifs auprès de cadres professionnels de l'aménagement et de l'urbanisme et des hautes écoles porteurs d'une vision stratégique de ces dispositifs de collaboration, ainsi que d'un questionnaire envoyé aux porteurs de dispositifs identifiés sur le territoire du Grand Genève. Les résultats préliminaires de ce mandat de recherche ont été présentés une première fois lors de la conférence « Urban feedback » en janvier 2020 à Grenoble, puis communiqué et discuté de façon ouverte lors d'un focus groupe, réunissant le comité de pilotage des conventions cadres et organisé en juin 2020 au 3DD espace de concertation. La recherche a été en outre alimentée par des retours constants du mandant.

Limites

Par son cadrage sur les dispositifs de coopération entre hautes écoles et administrations publiques ce rapport offre une vision partielle de l'ensemble des collaborations formelles existantes sur le territoire genevois et ne vise pas l'exhaustivité. Par ailleurs, des coopérations plus informelles existent entre ces acteurs et font l'objet de recherches parallèles (Maeder et Matthey, 2020), qui n'entrent pas dans le cadre de ce mandat. Ce rapport vise à alimenter les réflexions en cours sur la capacité d'action collective d'acteurs, provenant des hautes écoles et des administrations publiques, agissant sur le territoire genevois et offre ainsi au lecteur une vision ponctuelle et spécifique de processus par nature dynamiques et évolutifs.

³ La notion de gouvernance met l'accent sur la multiplicité et la diversité des acteurs qui interviennent ou peuvent intervenir dans la conduite de l'action publique, au-delà des structures étatiques traditionnelles, mais impliquant au moins un acteur public et des processus de coordination et de négociations entre les acteurs impliqués.

RECENSEMENT DES DISPOSITIFS DE COOPERATION

CARTOGRAPHIE TERRITOIRE DU GRAND GENÈVE

PROGRAMMES DE RECHERCHE

Le programme de recherche est un projet scientifique d'une durée déterminée avec un objet d'étude précis et une finalité prédéfinie.

CONSULTATION GRAND GENÈVE

DESRIPTIF

A l'initiative de la Fondation Braillard Architectes, un consortium de partenaires lance la Consultation urbano-architecturale et paysagère intitulée «Visions prospectives pour le Grand Genève. Habiter la ville-paysage du 21^e siècle».

Internationale et interdisciplinaire, son ambition est de réunir des éléments de connaissance et d'élaborer des scénarios d'évolution par le projet pour l'agglomération franco-valdo-genevoise à l'horizon 2050. Son caractère s'appuie sur les trois piliers du développement durable, à savoir l'environnement, le social et l'économie.

Face à l'urgence environnementale, la transition écologique s'avère un projet collectif prioritaire, fondé sur un consensus citoyen de plus en plus large. La pierre angulaire de ce chantier est la ville et plus généralement la Terre urbanisée, dont la réduction drastique des émissions de CO₂ et de son empreinte écologique doit être envisagée avec rigueur et imagination. Cette Consultation a un caractère interdisciplinaire et s'adresse aux expertises de la transformation de l'espace (urbanisme, architecture, paysage) et aux disciplines connexes (sciences humaines et sociales, ingénierie de l'environnement, mobilité, etc.), afin de renouveler les outils, méthodes et dispositifs à même d'influencer la forme et le fonctionnement de l'urbain.

Il s'agit d'un mandat d'idées organisé en deux temps:

1. La sélection sur dossier de sept équipes pluridisciplinaires
2. Une recherche prospective menée parallèlement par chacune des équipes et destinée à préciser les potentiels de ce territoire sous la forme d'un projet spatial.

SITE INTERNET

www.braillard.ch/consultation-grand-geneve

TERRITOIRE CONCERNÉ

Territoire du Grand Genève

DATE DE LANCEMENT

2018, actif en 2020

RÉSEAU D'ACTEURS

portage

Fondation Braillard Architectes

partenaires

Canton de Genève C.A.U.E Haute-Savoie SIG

Pôle métropolitain du Genvois français

FAS FSU Patrimoine Suisse de Genève

7 équipes de recherche

1. Università della Svizzera Italiana University of Basel
Drees&Sommer Emch + Berger Raum404
2. Atelier Akaar Sofies 6t-mobilité
3. ETH Université de Luxembourg Raumbureau
4. Bollinger+Grohmann Stefano Boeri Architetti
Baukuh Systematica Michel Desvigne Paysagiste
5. EPFL HEPIA Université de Neuchâtel
6. Ecole urbaine de Lyon Bazar Urbain Coloco
7. EPFL AWP TOPOTEK 1

MISSION

- établir 7 visions prospectives pour le Grand Genève
- orienter la démarche autour des 3 piliers du développement durable, soit de l'environnement, du social et de l'économie.

OBJECTIFS

- > conseil et accompagnement des politiques publiques

LE TERRITOIRE EN RECHERCHE

DESRIPTIF

Le Territoire en Recherche est un programme porté par la plateforme de développement urbain HES-SO Genève en partenariat avec l'office de l'urbanisme du Département du Territoire de la République du Canton de Genève.

Tous les deux ans, le Territoire en Recherche organise un appel à projets de recherches interdisciplinaires et inter-écoles au sein de la HES-SO Genève, en partenariat avec les administrations du Grand Genève.

Ces projets de recherche conjoints ont notamment pour vocation d'inciter les collaborations entre hautes écoles et administrations. Outre la recherche, le Territoire en Recherche a pour mission de valoriser et diffuser plus largement les résultats auprès des administrations et du grand public. Les recherches font ainsi l'objet de présentations lors d'un cycle de rencontres au 3DD espace de concertation et à l'occasion d'un événement de taille. Ceci dans le but de favoriser la capacitation des acteurs de la production urbaine.

Cinq recherches sont actuellement menées entre 2018 et 2021 et portent sur les enjeux de sensibilisation au paysage, de transition énergétique dans des quartiers qualifiés de précaires, de participation démocratique liées aux inégalités sociales ou de bâtiments multifonctionnels ou encore développement durable.

Un nouvel appel à projet bi-annuel est lancé en juin 2020 avec pour thème: « Les collectivités publiques locales du Grand Genève face à l'enjeu climatique : risques, stratégies et propositions d'actions ».

TERRITOIRE CONCERNÉ

Territoire du Grand Genève

DATE DE LANCEMENT

2018, actif en 2020

RÉSEAU D'ACTEURS

portage

HES-SO Genève

partenaire

Département du Territoire

MISSION

- mener des projets de recherche conjoints entre les hautes écoles et l'administration
- mener des recherches inter-écoles et interdisciplinaires sur les enjeux de transition territoriale
- développer la capacitation

OBJECTIFS

- > valorisation et diffusion des informations

SITE INTERNET

www.hesge.ch/developpement-urbain.ch

OBSERVATOIRE

L'observatoire est un dispositif chargé d'assurer le rassemblement et la diffusion de l'information autour du territoire d'une région.

CATI-GE

DESSCRIPTIF

Le Centre d'Analyse Territoriale des Inégalités

CATI-GE a pour mission d'analyser de manière large et systématique les inégalités dans le canton de Genève ainsi que leur évolution. Ses travaux visent à fournir les outils pour mieux coordonner les politiques destinées à réduire les inégalités et faciliter le choix de stratégies d'action adaptées au contexte socio-économique particulier du canton de Genève.

Le CATI-GE a ainsi été conçu comme un outil d'aide à la décision pour la Politique de Cohésion Sociale en Milieu Urbain (PCSMU) du canton de Genève.

Le CATI-GE, piloté à partir de l'Université de Genève et de la HEG Genève, se compose de différentes instances de collaboration. Le comité de pilotage, le groupe opérationnel ainsi que le groupe d'accompagnement. Pour mener à bien sa mission, le CATI-Ge a opté pour un certain nombre de choix méthodologiques tant au niveau des perspectives d'analyse et de productions que des thématiques analysées et des indicateurs retenus.

TERRITOIRE CONCERNÉ

Canton de Genève

DATE DE LANCEMENT

2009, actif en 2020

RÉSEAU D'ACTEURS

portage

HEG

HES-SO Genève

UNIGE

Département de la Cohésion Sociale

MISSION

- identifier les inégalités territoriales existantes, leur évolution et le mettre en relation pour dégager des tendances sur l'origine des inégalités
- diffuser l'information par la création d'un réseau d'information à l'échelle du canton

OBJECTIFS

- > récolte et traitement de données
- > conseil et accompagnement des politiques publiques

SITE INTERNET

www.cati-ge.ch

LAPAGE

DESRIPTIF

LaPAGE est un projet de recherche en cours. Il vise à mettre en place une démarche exploratoire en vue d'un observatoire visant à regrouper les données, les ressources, les compétences et à développer les réflexions et la recherche, mais aussi un espace de sensibilisation, de pédagogie et de débat autour du paysage, des espaces publics, et du territoire genevois.

Le projet s'inscrit dans la dynamique de la Convention européenne du paysage, ratifiée par la Suisse, qui recommande entre autres la création d'observatoires. En lien étroit avec le projet de Conception paysage cantonal et la «cellule» paysage, le laboratoire participera à faire vivre et dynamiser les échanges autour de la thématique du paysage.

La plateforme en ligne permettra de récolter et géolocaliser toutes les données pertinentes pour l'aménagement du territoire et du paysage genevois et de les rendre accessibles et compréhensibles au plus grand nombre au travers d'une maquette numérique en 3D/4D et de contenus multimédias géolocalisés. Elle sera alimentée par des données historiques, actuelles et futures (projets).

Chaque année des centaines de projets concernant le territoire sont produits par les étudiants de la HES-SO Genève. Dans le meilleur des cas ces propositions sont archivées, mais rarement valorisées. Les débats et la participation citoyenne autour de l'aménagement du territoire sont beaucoup plus productifs lorsqu'ils sont menés autour de propositions concrètes. LaPAGE permettra de mettre en valeur ces propositions tout en améliorant le débat et la concertation. Le concept pourra ensuite être étendu à des projets provenant de professionnels, notamment lors de concours d'aménagement. Les travaux de recherche liés au territoire pourront également être géoréférencés et valorisés.

SITE INTERNET

www.ge200.ch/paysage

TERRITOIRE CONCERNÉ

Territoire du Grand Genève

DATE DE LANCEMENT

2019, actif en 2020

RÉSEAU D'ACTEURS

portage

HEPIA

partenaires

Commune d'Anières

Département du Territoire

Ville de Genève

MISSION

- récolter et géolocaliser les données en matière d'aménagement du territoire et du paysage genevois
- rendre accessible et compréhensible les informations à l'aide d'une maquette numérique 3D des contenus géolocalisés.

OBJECTIFS

- > récolte et traitement de données
- > valorisation et diffusion des informations

OST

DESRIPTIF

Créé à l'initiative du Comité régional franco-genevois, l'Observatoire statistique transfrontalier (OST), qui couvre les départements français de l'Ain et de la Haute-Savoie, et les cantons suisses de Genève et de Vaud, est mis en œuvre par les institutions statistiques territorialement concernées : l'INSEE Auvergne-Rhône-Alpes et l'Office cantonal de la statistique du canton de Genève (OCSTAT). Statistique Vaud (STATVD) met à disposition ses données.

Institué en 2001 dans la perspective de l'entrée en vigueur des accords bilatéraux, l'observatoire répond aux besoins d'information nécessaires à la description, à la compréhension et au pilotage d'une région frontalière en développement.

L'Observatoire statistique transfrontalier est un organe de la statistique publique, dont il applique les principes fondamentaux. Il assure le caractère public de l'information statistique élaborée (mise à disposition, clarté des concepts et des méthodes, etc.). Il bénéficie de l'indépendance scientifique et veille à l'impartialité dans l'établissement et la présentation des informations. Il respecte des règles de diffusion telles que l'accessibilité, la simultanéité, etc.

La mission, les activités et l'organisation de l'Observatoire statistique transfrontalier (OST) sont définis dans une convention cadre.

L'OST constitue aujourd'hui un instrument de veille et d'anticipation au service des acteurs et décideurs impliqués dans la mise en œuvre des politiques publiques transfrontalières. Il axe ses travaux sur les thèmes prioritaires tels que la démographie, le marché du travail, les mobilités ou encore le développement économique.

TERRITOIRE CONCERNÉ

Territoire du Grand Genève

DATE DE LANCEMENT

2001, actif en 2020

RÉSEAU D'ACTEURS

portage

Association des Communes Genevoises

Canton de Genève

Département Haute Savoie Département de l'Ain

INSEE Pôle Métropolitain Genevois Français

Région Auvergne-Rhône-Alpes

MISSION

- rassembler, traiter, valoriser, documenter et stocker les données de nature statistique
- procéder à un suivi annuel des évolutions, notamment démographiques, économiques et sociales, de l'espace transfrontalier
- produire des études prospectives, notamment en matière démographique
- diffuser les informations offrant une vision homogène de l'espace transfrontalier

OBJECTIFS

- > récolte et traitement de données
- > valorisation et diffusion des informations

SITE INTERNET

www.statregio-francosuisse.net

SITG

DESRIPTIF

Le Système d'Information du Territoire à Genève (SITG) est un organisme fondé sur un réseau de partenaires publics ayant pour but de coordonner, centraliser et diffuser largement les données relatives au territoire genevois. Les partenaires partageant entre eux et avec un large public les données géographiques produites dans le cadre de leurs missions.

Il comporte l'ensemble des données intervenant dans l'organisation du territoire et les outils associés qui en permettent la gestion, la consultation et la restitution multifformes. La quasi totalité de ces géodonnées sont ouvertes pour une libre réutilisation afin de favoriser l'innovation, le dynamisme et la création de services à valeur ajoutée, pour les entreprises et pour le public.

Le SITG met à disposition un vaste choix de données au travers de cartes interactives faciles d'accès et de données téléchargeables. Il vient d'adopter une nouvelle vision stratégique et une feuille de route pour élargir le spectre de ces données mises à disposition et augmenter les services délivrés à l'échelle du Grand Genève.

Il constitue en même temps:

- une mémoire du territoire
- un outil de recherche, de traitement et de diffusion des informations géolocalisées
- un outil de communication entre les partenaires de la gestion du territoire
- un outil d'aide à la décision fournissant une image flexible et dynamique du territoire de ses contraintes
- un vecteur d'innovation et de dynamisme autour du territoire.

SITE INTERNET

<https://ge.ch/sitg/>

TERRITOIRE CONCERNÉ

Grand Genève et canton de Genève

DATE DE LANCEMENT

1991, actif en 2020

RÉSEAU D'ACTEURS

portage

CERN | IGN

Association des communes Genevoises

Département des Infrastructures

Département du Territoire | ville de Genève

Région de Nyon

Pôle métropolitain du Genevois français

Services Industriels de Genève | Swisstopo

Aéroport de Genève | CPEG | fondation des parkings

FTI | imad | RDG Savoie Mont-blanc | TPG

MISSION

- mettre à disposition des données cartographiques
- proposer un outil de gestion du territoire et d'aide à la décision
- développer un outil de traitement et diffusion des informations géolocalisées

OBJECTIFS

- > récolte et traitement de données
- > valorisation et diffusion des informations

RÉSEAU THÉMATIQUE

Le réseau thématique est un dispositif qui a pour objectif de mettre en lien différents acteurs (institutions, scientifiques ou professionnels) autour d'un objet commun et dans le but de produire de nouveaux savoirs.

3DD espace de concertation

DESCRIPTIF

Le 3DD espace de concertation est un lieu mis à disposition par le Département du Territoire et dédié à la ville de demain et aux démarches participatives dans un contexte de nécessaire transition écologique.

Le 3DD est conçu comme le point de rencontre de différents publics et de différents regards, propice à l'émergence de nouvelles idées. Générer des situations inédites de rencontres créatives entre des publics très hétérogènes et parfois antagonistes afin de faire émerger un nouveau collectif capable d'apporter des réponses nouvelles, responsables et communes aux multiples défis qui attendent les citoyens et les organisations de Genève et sa région.

Il se dote d'un pôle ressources dont le but est de consolider collectivement les démarches participatives au service des territoires à l'heure de la transition écologique.

TERRITOIRE CONCERNÉ

Canton de Genève

DATE DE LANCEMENT

2017, actif en 2020

RÉSEAU D'ACTEURS

portage

Département du Territoire

MISSION

- mise à disposition d'un lieu gratuit pour organiser des rencontres
- mise en réseau des acteurs du territoire par la contribution des utilisateurs du lieu à la plateforme web du 3DD
- pôle de ressources pour la concertation

OBJECTIFS

- > récolte et traitement de données
- > valorisation et diffusion des informations
- > mise en réseau des acteurs transfrontaliers

SITE INTERNET

<https://3ddge.ch>

ASSOCIATION PAVILLON SICLI

DESRIPTIF

L'Association Pavillon Sicli développe une plateforme de rencontre, au coeur du secteur Praille Acacias Vernets – PAV, pour le brassage d'idées innovantes dans les domaines de l'architecture, l'architecture du paysage, la construction, la gestion du territoire, l'urbanisme, l'ingénierie et le design.

L'association a pour mission de faire rayonner les activités du Centre par la programmation de conférences, de débats, d'expositions, d'ateliers et d'autres événements;

Son ambition est de favoriser le dialogue, la diffusion, la formation et la recherche en jouant un rôle prépondérant dans la sensibilisation du public aux enjeux urbanistiques et territoriaux. Elle fait également naître des collaborations spécifiques entre le Centre et ses fondateurs d'une part et leurs partenaires d'autre part. Enfin, l'association coordonne des événements culturels en lien avec ses missions et développe ses propres projets.

TERRITOIRE CONCERNÉ

Canton de Genève

DATE DE LANCEMENT

2017, actif en 2020

RÉSEAU D'ACTEURS

portage

HEAD HEPIA

FAI FMB La Maison de l'Architecture

collaborations

HES-SO Genève

Département de l'Instruction Publique

Département du Territoire

Artfluvial SA

MISSION

- créer un pôle de diffusion dans les domaines de l'architecture, le paysage, la construction, l'urbanisme, l'ingénierie et le design
- sensibiliser les publics aux thématiques et questionnements contemporains dans ces domaines par l'organisation d'événements, conférences, débats, expositions, etc.
- fédérer les forces et créer un dialogue entre la société civile et les collectivités publiques

OBJECTIFS

- > valorisation et diffusion des informations

SITE INTERNET

www.pavillonsicli.ch

FORUM GRAND GENÈVE

DESRIPTIF

Le Forum d'agglomération est l'instance de concertation de la société civile transfrontalière à l'échelle du Grand Genève.

Acteur de la construction de l'agglomération franco-valdo-genevoise et de la cohésion sociale, culturelle et géographique de ses territoires, il est à la fois :

- un espace de discussion et de dialogue pour la société civile
- un lieu de réflexion et de proposition sur la construction d'actions et de diverses politiques publiques
- un outil de promotion du Grand Genève auprès de ses habitants.
- un organe de consultation des démarches de projet d'agglomération et de territoire

Le Forum d'agglomération est rattaché au Groupement Local de Coopération Transfrontalière (GLCT) du Grand Genève.

Le GLCT du Grand Genève peut ainsi saisir le Forum de questions sur des sujets ayant trait aux politiques publiques transfrontalières. De son côté, le Forum d'agglomération lui adresse des avis consultatifs, des propositions et des idées, en réponse à ces saisines ou de sa propre initiative.

Le Forum est composé de 75 structures issues de la société civile transfrontalière, réparties au sein de 3 collèges définis à partir des 3 piliers du développement durable :

- le collège économie
- le collège social et culturel
- le collège environnemental

SITE INTERNET

www.grand-geneve.org/grand-geneve/participation/le-forum-dagglomeration

TERRITOIRE CONCERNÉ

Territoire du Grand Genève

DATE DE LANCEMENT

2013, actif en 2020

RÉSEAU D'ACTEURS

portage du forum

GLCT

portage collège économique

UIG | Européan Scientific Institute

partenaires du collège économique

GRETA LAC | HES-SO Ge | UNIGE | USMB

Aéroport de Genève | C9 FBA | CEST | CFTC | CGAS

Courant 812 | CSI | GTE | Monnaie Léman

BTP 74 | CCIG | CCI01 | CCI74

Club des Entreprises de l'USMB | FER | FPV

UAPG | UCB | MEDEF 01

MISSION

- répondre aux questions du GLCT sur des sujets ayant trait aux politiques publiques transfrontalières
- adresser au GLCT des avis consultatifs, des propositions et idées en réponse à des interrogations ou de sa propre initiative

OBJECTIFS

- > conseil et accompagnement des politiques publiques
- > mise en réseau des acteurs transfrontaliers
- > valorisation et diffusion des informations

R-EMU

DESCRIPTIF

Le Réseau d'études des métiers de l'urbanisme (R-EMU) regroupe des chercheur-e-s et des praticien-ne-s s'intéressant aux transformations en cours des métiers de l'urbanisme.

Le réseau se donne pour mission de penser les registres d'action émergents sur la ville, les différents parcours professionnels conduisant au métier d'urbaniste et enfin les référentiels de compétences et les formations en vigueur.

Les activités du R-EMU se déploient du triple point de vue de la recherche (descriptive et prospective), de l'animation du débat public (conférences, colloques, table-rondes...) et de l'innovation pédagogique (ateliers créatifs...).

Si l'espace de référence est centré sur la Suisse, le R-EMU est soucieux d'inscrire les dynamiques qu'il appréhende dans des tendances plus générales. Pour ce faire, il procède à des comparaisons internationales et dispose de correspondants à l'étranger.

TERRITOIRE CONCERNÉ

-

DATE DE LANCEMENT

2017, actif en 2020

RÉSEAU D'ACTEURS

Le réseau d'acteur est porté à titre individuel au sein de chaque institution

portage

UNIGE

collaborations

EPFL ETH HEIG-VD HEPIA HES-SO Genève

UNIBE UNIL USI

Département du Territoire

Dreier & Frenzel Urbaplan

MISSION

- mettre en lien des professionnel-le-s du territoire provenant de différentes institutions publiques et privées
- produire de la connaissance sur le territoire

OBJECTIFS

- > valorisation et diffusion des informations

SITE INTERNET

www.r-emu.ch

PFTU

DESRIPTIF

La Plateforme de Formation Transfrontalière en développement Urbain (PFTU) est un projet Interreg porté par la Haute Ecole de Travail Social et le Collège Coopératif Auvergne Rhône Alpes.

La PFTU vise s'insère dans les enjeux du développement urbain et vise à promouvoir le pouvoir d'agir des populations par de nouvelles compétences et de nouveaux savoir-faire sur le terrain. Dans cette perspective, la plateforme développe en complément une formation continue interdisciplinaire, interprofessionnelle et transfrontalière, l'échange de bonnes pratiques entre les collectivités publiques, les institutions, les entreprises, les acteurs de terrain et de la société civile du Grand Genève. Le but est d'élaborer des stratégies communes ainsi que des synergies qui visent à développer l'emploi au service de l'agglomération, améliorer la cohésion sociale ainsi que la réduction de l'effet « frontière » en termes d'inégalités sociales et spatiales.

La PFTU est constituée de deux champs d'intervention:

1. La création de la formation interprofessionnelle, interdisciplinaire et transfrontalière, le Certificate of Advanced Studies (CAS) « Projets urbains et pouvoir d'agir », auto-financé dans le cadre de la formation continue. Il convient ici de préciser que dans le paysage français des formations, il n'existe pas d'équivalent exact au CAS.
2. Le programme d'actions en ingénierie sociale visant la création de nouveaux métiers, compétences et savoir-faire, adaptés aux enjeux transfrontaliers de cohésion urbaine et sociale. C'est sur ce programme d'actions qu'Interreg a été sollicité.

La PFTU a également débouché sur *Résonances Urbaines*, un projet pérenne d'accompagnement des collectivités publiques locales et des associations ou fondations d'utilité publique dans la transition de leur action territoriale.

SITE INTERNET

www.plateforme-pftu.org

TERRITOIRE CONCERNÉ

Territoire du Grand Genève

DATE DE LANCEMENT

2015 - 2019

RÉSEAU D'ACTEURS

portage

CCAURA HETS

partenaires

Annemasse Agglo Département du Territoire

ville de Vernier

FASe Labo Cités Robins des villes UrbaMonde

MISSION

- promouvoir le pouvoir d'agir des populations
- élaborer des stratégies et synergies communes pour améliorer la cohésion sociale et réduire l'effet frontière
- développer une formation continue interprofessionnelle, interdisciplinaire et transfrontalière

OBJECTIFS

- > mise en réseau des acteurs transfrontaliers
- > programme de formation interinstitutionnel

LABORATOIRE

Le laboratoire est un dispositif actif principalement dans les domaines de la recherche, la formation et la diffusion. Il a pour objectif de rechercher et produire de la connaissance spécialisée autour d'une thématique précise, de la valoriser et la diffuser.

CEAT

DESRIPTIF

Originellement, la Communauté d'études pour l'aménagement du territoire (CEAT) a été fondée en 1975 par les cantons de Suisse romande et le Conseil des Ecoles polytechniques fédérales. Outre les cantons romands et celui de Berne, le Conseil fédéral était également signataire de la Convention de la CEAT. Bénéficiant de l'appui et de la collaboration de l'EPFL et des universités romandes, la CEAT a développé des activités d'enseignement, de recherche, de conseil, d'expertise et d'information dans le domaine des politiques territoriales (aménagement et développement du territoire, économie régionale, urbanisme, gestion de l'environnement, transports et communications, etc.), ainsi qu'en matière de processus politiques (processus participatifs multiacteur, négociation, gouvernance, médiation territoriale, etc.).

A ce jour, la CEAT est un groupe de chercheurs porté par l'EPFL qui s'intéressent aux questions liées à l'environnement bâti et les abordent sous une perspective multidisciplinaire, permettant de mener de la recherche de pointe sur l'aménagement du territoire. De plus, les objectifs de la Communauté incluent la formation (cycles Bachelor et Master et école doctorale) ainsi que de l'expertise de haut niveau pour les administrations publiques. Vouant une attention permanente à la création de synergies, la CEAT privilégie un fonctionnement en réseau, de manière à valoriser les multiples liens entre personnes, institutions, disciplines et territoires, sur les plans local, régional, national, transfrontalier et international.

TERRITOIRE CONCERNÉ

Suisse Romande

DATE DE LANCEMENT

1975, actif en 2020

RÉSEAU D'ACTEURS

portage

EPFL

MISSION

- développer des activités d'enseignement et de recherche
- proposer des conseils et expertise dans le domaines des politiques territoriales

OBJECTIFS

- > conseil et accompagnement des politiques publiques

SITE INTERNET

www.epflpress.org/collection/48/ceat
www.epfl.ch/labs/ceat

CHAIRE CITEE

DESCRIPTIF

La Chaire d'Innovations Transfrontalières sur l'Efficacité Energétique (CITEE) vise à créer un modèle résilient de métabolisme énergétique urbain durable.

Dans le contexte d'un territoire transfrontalier parmi les plus dynamiques d'Europe, l'ambition de la chaire CITEE est d'en faire un territoire pilote et expérimental sur les réseaux multi-vecteur énergétiques.

Sa mission se déploie sous 3 axes:

1. La recherche et le développement; conduire une recherche et expérimenter sur un terrain préfigurant de la ville durable du futur
2. Formation et dissémination; créer et développer des outils et des formations
3. Animation et pilotage; développer une culture de coopération, entre champs disciplinaires, acteurs et citoyens d'un territoire

TERRITOIRE CONCERNÉ

Territoire du Grand Genève

DATE DE LANCEMENT

2019, actif en 2020

RÉSEAU D'ACTEURS

portage

Université Savoie Mont Blanc

partenaires

Grand Forma | HEPIA | HES-SO Genève | UNIGE

Agglomération pays de Gex | Grand Genève

Pôle Métropolitain des Genevois Français

Terractem | Terrinnov

MISSION

- développer et partager la connaissance
- sensibiliser aux transitions énergétique, environnementale et digitale
- proposer des évolutions en matière de politique publique et de développement de nouveaux modèles économiques
- Créer de la valeur par l'innovation et la formation

OBJECTIFS

- > conseil et accompagnement des politiques publiques
- > mise en réseau des acteurs transfrontaliers
- > valorisation et diffusion des informations

SITE INTERNET

www.fondation-usmb.fr/chaire-citee/

CHAIRE MOBILITÉ

DESCRIPTIF

La Chaire transfrontalière « Mobilité » est un instrument pluridisciplinaire et multi-partenarial de coopération entre acteurs académiques, institutionnels et économiques pour répondre aux attentes territoriales et académiques. Elle est un cadre fédérateur visant à créer un Institut franco-suisse de la mobilité.

La Chaire s'ancre dans le contexte suivant:

- Un espace métropolitain transfrontalier en pleine expansion et extension, centré sur une ville mondiale et sur un dense réseau d'agglomérations moyennes. Une agglomération d'Annemasse à la fois nœud et cœur du Pôle métropolitain du Genevois français.

- Une région transfrontalière en construction, aux plus fortes dynamiques économiques et démographiques d'Europe, autour du bassin lémanique et des massifs alpins les plus élevés.

- Une effervescence récente des réseaux d'infrastructures de transport (Léman Express, tramway, BHNS, Voie Verte). L'ampleur des mobilités et des problèmes induits (congestion et pollution).

Sa mission se déploie sous 6 axes:

1. Le transfrontalier comme générateur de réticularité
2. Les interactions transport/mobilité et espace urbain
3. Recompositions des comportements sociétaux et recompositions sociales
4. Mobilité durable en environnement alpin
5. L'introduction du numérique dans le système de mobilité
6. Nouveaux véhicules, nouvelles mobilités

TERRITOIRE CONCERNÉ

Territoire du Grand Genève

DATE DE LANCEMENT

2020

RÉSEAU D'ACTEURS

portage

Université Savoie Mont Blanc

partenaires

HEIG-VD HES-SO Valais

Annemasse Agglomération

Pôle Métropolitain des Genevois Français

MISSION

- développer des recherches adaptées aux besoins du territoire
- former des professionnels à la mobilité durable
- proposer un espace pour se rencontrer, échanger et s'informer pour créer de la valeur partagée.

OBJECTIFS

- > conseil et accompagnement des politiques publiques
- > mise en réseau des acteurs transfrontaliers
- > valorisation et diffusion des informations

SITE INTERNET

www.fondation-usmb.fr/chaire-mobilite/

GE-EN-VIE

DESRIPTIF

GE-EN-VIE est un réseau thématique regroupant l'Etat de Genève (DT), l'Université de Genève (ISE), la HES-SO Genève (HEPIA). Son objectif est d'appuyer l'Etat de Genève dans sa mission de préservation et de gestion de l'environnement afin d'améliorer la qualité de vie.

Pour mieux atteindre cet objectif, GE-EN-VIE propose de mettre en place un Observatoire, un Laboratoire et une Plateforme de l'environnement permettant d'expérimenter, de produire de nouvelles connaissances dans le domaine de l'environnement et du territoire genevois, et d'en améliorer le partage et la communication.

GE-EN-VIE se décline en 3 modalités:

- La plateforme vise à améliorer la communication et l'efficacité des actions entreprises grâce à la mise en relations des besoins des politiques publiques avec les compétences de recherche et de développement des hautes écoles genevoises.
- Le laboratoire permettra de conduire des expérimentations innovantes et d'analyser les données dans le domaine environnemental afin d'élaborer, amender ou évaluer des politiques publiques (analyser le passé, le présent et le futur des enjeux de l'environnement, et de leur gouvernance).
- L'Observatoire a pour but de produire des indicateurs en identifiant et valorisant les données environnementales dans le bassin genevois afin d'évaluer les politiques publiques, tout en alimentant la communication sur les enjeux de l'environnement.

TERRITOIRE CONCERNÉ

Canton de Genève

DATE DE LANCEMENT

2018, actif en 2020

RÉSEAU D'ACTEURS

portage

HEPIA UNIGE

Département du Territoire

MISSION

- appuyer l'Etat de Genève dans sa mission de préservation et de gestion de l'environnement.
- produire de nouvelles connaissances dans le domaine de l'environnement et du territoire
- promouvoir le partage et la communication d'informations

OBJECTIFS

- > conseil et accompagnement des politiques publiques
- > valorisation et diffusion des informations
- > récolte et traitement de données

SITE INTERNET

www.ge-en-vie.ch

HUB MOBILITÉ NOMADS FONDATION

DESCRIPTIF

Répondant à 6 des 17 Objectifs de Développement Durable (ODD) *, le HUB Mobilité a été lancé officiellement par la fondation Nomads, lors des Assises Européennes de la Transition Energétique, en 2018 à Genève.

La démarche du HUB Mobilité est d'associer les associations professionnelles du secteur de la mobilité, les HES-SO et l'Université de Genève afin d'apporter leurs expertises dans les projets et s'assurer que les évolutions technologiques soient intégrées dans les cursus de formations.

Selon les domaines d'application et les technologies adoptées, les membres du HUB Mobilité travaillent déjà ensemble sur des solutions concrètes et innovantes.

TERRITOIRE CONCERNÉ

territoire du Grand Genève

DATE DE LANCEMENT

2018, actif en 2020

RÉSEAU D'ACTEURS

portage

HES-SO Genève UNIGE

Canton de Genève SIG

Archamps Technopole ATMB TCS TPG UPSA

ABB Sécheron Citec

Geneva international Motor Show GreenGT

Green Motion Grunderco IEM Migros

MISSION

- Co-crée : en passant à l'action par des projets d'innovations commun
- Echanger : en se réunissant régulièrement pour échanger sur les bonnes pratiques
- Apprendre : à anticiper les formations de demain en relation avec nos innovations pour s'assurer une société inclusive et durable
- Communiquer : amplifier la communication des projets du hub
- Regrouper les acteurs, privés et publics, de la mobilité

OBJECTIFS

- > valorisation et diffusion des informations
- > mise en réseau des acteurs transfrontaliers

SITE INTERNET

www.innovationbridge.ch/hub-mobilite/

OUVDD

DESRIPTIF

L'Observatoire Universitaire de la Ville du Développement Durable (OUVDD) est une plateforme associant des urbanistes, des architectes, des géographes, des sociologues, des politistes et des économistes - issus de milieux académiques et opérationnels - autour d'un domaine de réflexion et d'action : celui de l'urbanisme et du développement urbain durable pour accompagner les transitions.

Hébergé à l'Institut de géographie et durabilité de l'Université de Lausanne (IGD), il s'appuie sur un réseau ouvert de chercheurs et de partenaires institutionnels, qui interviennent selon une géométrie variable dans les différents projets de recherche-action, de publications et de vulgarisation.

Ce réseau s'est donné pour but d'étudier de manière critique et prospective, dans une perspective de développement durable, les écosystèmes urbains, les régimes institutionnels et les modalités de gouvernance des ressources urbaines.

Les actions de l'OUVDD sont :

1. Projets de recherche-action : études, évaluations et prospective
2. Édition : périodiques « Urbia », « CRU » et « Vues sur la ville »
3. Évènements : organisation de manifestations (colloques, séminaires et ateliers).

Ces travaux sont valorisés par différents moyens de communication : revues, rapports, articles, supports multimédia, presse écrite locale et régionale, émissions radiophoniques et télévisées, etc.

TERRITOIRE CONCERNÉ

-

DATE DE LANCEMENT

2001, actif en 2020

RÉSEAU D'ACTEURS

portage

UNIL

MISSION

- développer des travaux de recherche autour des 3 axes: projet urbain et planification stratégique, écologie urbaine et transitions, gouvernance et participation.
- apporter une expertise aux collectivités, établissements publics ou parapublics, services des Cantons et de la Confédération, fondations, opérateurs, entreprises et associations.
- offrir une plateforme de diffusion pour des recherches universitaires en relation avec le développement urbain durable.

OBJECTIFS

- > conseil et accompagnement des politiques publiques
- > valorisation et diffusion des informations

SITE INTERNET

www.unil.ch/ouvdd

PLATEFORME DE DÉVELOPPEMENT URBAIN HES-SO GENÈVE

DESSCRIPTIF

La plateforme de développement urbain HES-SO Genève a pour ambition de développer un centre de compétences inter-écoles en matière de développement durable des villes et des territoires au service de l'agglomération franco-valdo-genevoise.

Sa mission est de coordonner, faciliter et développer les collaborations entre les 6 hautes écoles dans ce domaine et de renforcer les collaborations avec les collectivités publiques, les milieux professionnels et les autres hautes écoles actives sur le territoire.

Dans cet objectif, une convention cadre de coopération a été signée à l'automne 2016 avec le Département du Territoire (DT) de la République et Canton de Genève, en vue de faciliter les collaborations entre les institutions et de créer à terme un centre de compétences genevois sur le développement durable du territoire franco-valdo-genevois.

La plateforme de développement urbain déploie ses missions au travers

1. de la formations de base et continue, notamment au travers de son enseignement *Créagir** et le CAS *Projets urbains et pouvoir d'agir*
2. de la recherche appliquée
3. des mandats

TERRITOIRE CONCERNÉ

Territoire franco-valdo-genevois

DATE DE LANCEMENT

2015, actif en 2020

RÉSEAU D'ACTEURS

portage

HEAD HEdS HEG HEM HEPIA HETS
HES-SO Genève

collaborations

EPFL UNIGE

Département de la Cohésion Sociale

Département du Territoire

MISSION

- coordonner et faciliter les collaborations entre les 6 hautes écoles de la HES-SO Genève dans le domaine du développement urbain
- renforcer les collaborations avec les collectivités publiques et les milieux professionnels
- développer un centre de compétences genevois en matière de développement urbain

OBJECTIFS

- > programme de formation interinstitutionnel
- > conseil et accompagnement des politiques publiques
- > mise en réseau des acteurs transfrontaliers

SITE INTERNET

www.hesge.ch/developpement-urbain/

PROGRAMME DE FORMATION

Le programme de formation est un dispositif ayant pour objectif de former de manière interdisciplinaire et en lien avec les administrations aux métiers de l'urbanisme.

CAS

PROJETS URBAINS ET POUVOIR D'AGIR

DESRIPTIF

Le CAS Projets urbains et pouvoirs d'agir est une formation interprofessionnelle et transfrontalière qui propose une pédagogie par projet.

La formation vise à questionner le pouvoir d'agir des populations dans le cadre de projets urbains des deux côtés de la frontière et expérimenter sur le terrain des stratégies d'intervention. Elle propose une immersion en petites équipes interprofessionnelles dans des quartiers des deux côtés de la frontière et un encadrement par des experts du domaine.

Les sessions sont organisées principalement à Genève, mais également au sein du territoire français du Grand Genève et en Suisse romande.

TERRITOIRE CONCERNÉ

Grand Genève et plus largement la Suisse Romande

DATE DE LANCEMENT

2016

RÉSEAU D'ACTEURS

portage de la formation

HETS

partenariat principal

ESSSE | Labo Cités

conseil scientifique

HEAD | HEG | HEPIA | HES-SO GE

Labex IMU-Uni Lyon 2 | The graduate Institute

UNIGE

plateforme de développement urbain HES-SO Genève

Annemasse Agglo | Département du Territoire

ville de Gaillard | ville de Genève | ville de Meyrin

ville de Vernier | ville de Versoix

FASe | Robins des villes | UrbaMonde

MISSION

Proposer une formation interprofessionnelle, transfrontalière et interdisciplinaire développant une pédagogie par projet et intégrant les enjeux de la lutte contre les inégalités sociales et territoriales au sein du Grand Genève.

Expérimenter des stratégies d'intervention en partenariat avec les acteurs de terrain

OBJECTIFS

- > mise en réseau des acteurs transfrontaliers
- > programme de formation interinstitutionnel

SITE INTERNET

www.hesge.ch/hets/formation-continue/formations-postgrade/certificats-cas/cas-projets-urbains-et-pouvoir-agir

MAS URBANISME

DESSCRIPTIF

Le Master of Advanced Studies (MAS) en urbanisme de l'Université de Genève et de l'École polytechnique fédérale de Lausanne propose une formation continue de haut niveau passant en revue les concepts et préceptes contemporains de l'urbanisme ainsi que l'usage des outils numériques au service de la planification, de la pratique du projet ou de son opérationnalisation. Cette formation aborde la mise en œuvre de stratégies foncières, les montages financiers, l'activation d'outils juridiques ou le déploiement d'une action publique locale.

Le MAS en urbanisme intègre les savoirs les plus récents des études urbaines et sciences de la ville en offrant une lecture renouvelée des enjeux urbanistiques, que ce soit à l'échelle des espaces publics, du bâti ou des grands territoires de la planification territoriale. Un large éventail d'études de cas est présenté et travaillé en ateliers et lors de visites de terrain avec des experts engagés dans différents contextes communaux et cantonaux de l'urbanisme helvétique et international. Les participants sont invités à mener des projets en urbanisme leur permettant d'approfondir leur propre expertise ainsi qu'à expérimenter de nouveaux outils et pratiques.

SITE INTERNET

www.mas-urbanisme.net

TERRITOIRE CONCERNÉ

-

DATE DE LANCEMENT

2019, actif en 2020

RÉSEAU D'ACTEURS

portage

EPFL UNIGE

conseil scientifique

ETHZ HEIG-VD HEPIA HES-SO Ge

ARE CORAT Département du Territoire

ville de Genève OFEV

FSU REG Fondation SIA Vlp-aspan

Bureau apaar Bureau TeamPlus+ GEA Sa

LinkFabrik urbaplan Wüest Partner SA

MISSION

former des professionnel-le-s pour:

- actualiser ses connaissances sur les nouveaux cadres de réflexion de l'urbanisme contemporain
- mettre à jour ses connaissances des aspects réglementaires de l'urbanisme
- acquérir ou consolider ses compétences techniques et méthodologiques en urbanisme (projet d'urbanisme, diagnostic et analyse territoriale, systèmes d'information, etc.)
- développer une compétence à la critique d'actions et de projets urbanistiques, qui permet leur évaluation
- comprendre, à travers des études de cas, les dynamiques et blocages d'une diversité de projets d'urbanisme
- s'approprier les méthodes de projet en urbanisme, associant plusieurs compétences professionnelle

OBJECTIFS

> programme de formation interinstitutionnel

MASTER EN DÉVELOPPEMENT TERRITORIAL

DESRIPTIF

Le master conjoint HES-SO-UNIGE en développement territorial (MDT) offre une formation pointue dans les domaines de l'urbanisme, de la géomatique, de l'architecture du paysage et de l'aménagement du territoire tant au Nord qu'au Sud. Fortement professionnalisante, cette formation privilégie un rapport étroit avec la pratique (ateliers, études de cas, stage). Elle se décline en six orientations et peut être suivie à plein temps ou en emploi.

Ce cursus permet d'acquérir des compétences par rapport aux territoires qui font face aujourd'hui à des défis de plus en plus complexes qu'ils soient d'ordre démographique (urbanisation croissante), écologique (crises environnementales de plus en plus fréquentes), économique (raréfaction de l'argent public, hausse du prix du foncier), ou institutionnel (apparition de nouveaux échelons de gouvernance, multiplications des acteurs).

Les enjeux sont également démocratiques et sociaux. Ces contextes d'action en constante évolution et de plus en plus imbriqués requièrent plus que jamais des cadres d'intervention renouvelés et des instruments adaptés. La complexité des problèmes urbains et spatiaux nécessite la formation de professionnels compétents, maîtrisant l'approche interdisciplinaire et sachant appréhender la globalité de ces enjeux territoriaux pour y apporter des réponses efficaces et durables.

TERRITOIRE CONCERNÉ

-

DATE DE LANCEMENT

2019, actif en 2020

RÉSEAU D'ACTEURS

porteur de projet

UNIGE	HES-SO	HEPIA	HEIG-VD
-------	--------	-------	---------

MISSION

- former de manière interdisciplinaire
- offrir un enseignement inter-institutionnel
- ancrer la formation dans un rapport étroit avec la pratique

OBJECTIFS

- > programme de formation interinstitutionnel

SITE INTERNET

www.jmdt.ch/fr/master-conjoint-hes-so-unige-developpement-13552.html

DIAGRAMMES COMPARATIFS

Cet état des lieux des dispositifs de collaboration en matière d'urbanisme et d'aménagement du territoire a rassemblé les initiatives qui :

- > agissent sur le périmètre de l'agglomération franco-valdo-genevoise
- > mobilisent des procédures formelles
- > transcendent mondes académiques et professionnels de l'urbanisme et de l'aménagement
- > sont menées à l'initiative d'acteurs leaders ou résultent de la constitution plus spontanée d'un collectif

Une quantité importante de dispositifs de coopération sont actifs sur le territoire du Grand Genève avec un certain émiettement des initiatives. Les diagrammes suivants tentent de mettre en perspective cette multitude, sous le spectre de différentes thématiques, et de manière à identifier certaines tendances.

1. Objectifs

Les initiatives sont ici organisées en fonction des grands objectifs qu'elles portent. Ces objectifs transversaux aux initiatives ont été définis dans le cadre de ce mandat de recherche de manière à permettre la comparaison entre les dispositifs et esquisser certaines tendances.

2. Acteurs pilotes

Les initiatives sont organisées en fonction des acteurs qui les pilotent, soit les parties prenantes majoritairement chargées de leur mise en œuvre, de leur gestion et de leur développement. Ces acteurs ne sont néanmoins pas exclusifs dans le fonctionnement des dispositifs, d'autres acteurs peuvent être impliqués de différentes manières et à différents niveaux (cf. Cartographie générale).

3. Chronologie

Les initiatives sont organisées de manière chronologique. Leur emplacement dans la ligne du temps correspond à leur année de lancement.

4. Transfrontalier

Les initiatives sont organisées en fonction du pays dans lequel les acteurs impliqués siègent. Les dispositifs peuvent être portés par des organismes suisses et/ou français.

5. Cartographie générale

Les initiatives sont organisées de manière à recenser les acteurs principaux impliqués dans leur fonctionnement. Les initiatives sont numérotées et reliées aux différents acteurs issus du monde des hautes écoles, de l'administration ou des associations et fondations d'utilité publique. Au centre de l'image, on retrouve les dispositifs classés par type d'acteurs impliqués en leur sein.

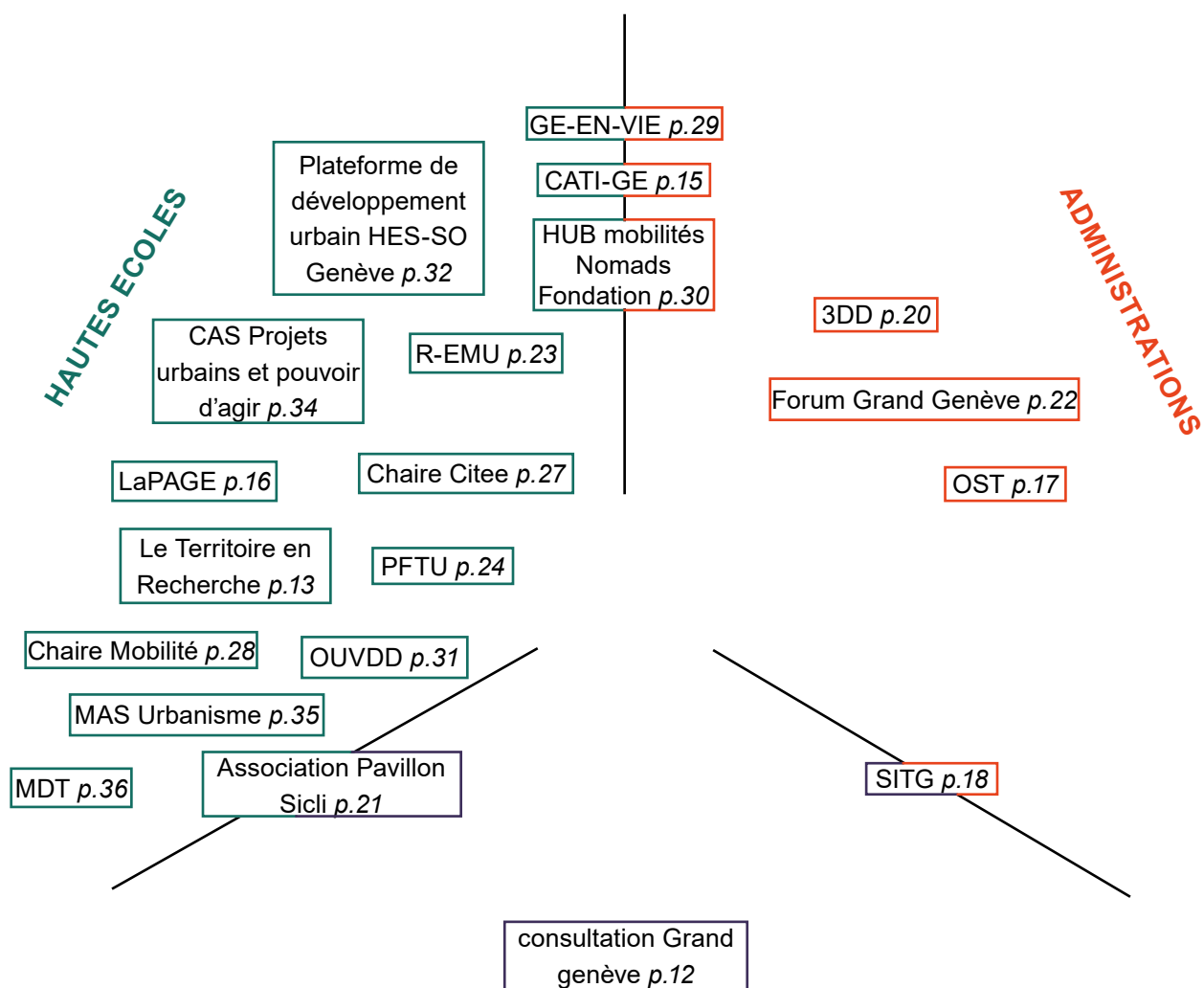
1. OBJECTIFS

	programme de formation interinstitutionnel	récolte et traitement de données	valorisation et diffusion des informations	mise en réseau des acteurs transfrontaliers	conseil et accompagnement des politiques publiques
3DD p.20		×	×	×	
Association Pavillon Sicli p.21			×		
CAS Projets urbains et pouvoir d'agir p.34	×			×	
CATI-GE p.15		×			×
Chaire Citee p.27			×	×	×
Chaire Mobilité p.28			×	×	×
Consultation Grand Genève p.12					×
Forum Grand Genève p.22			×	×	×
GE-EN-VIE p.29		×	×		×
HUB mobilités Nomads Fondation p.30			×	×	
LaPAGE p.16		×	×		
Le Territoire en Recherche p.13			×		
MDT p.36	×				
MAS Urbanisme p.35	×				
OST p.17		×	×		
OUVDD p.31			×		×
PFTU p.24	×			×	
Plateforme de développement urbain HES-SO Genève p.32	×			×	×
R-EMU p.23			×		
SITG p.18		×	×		

CONSTAT DIAGRAMME OBJECTIFS

Les dispositifs sont organisés ci-dessus par objectifs. On constate sans grande surprise que la valorisation et la diffusion de connaissances produites sur le territoire est un objectif largement partagé. Au-delà de la production de données, la capitalisation des connaissances reste toutefois un enjeu central et transversal identifié par la majorité des acteurs.

2. ACTEURS PILOTES

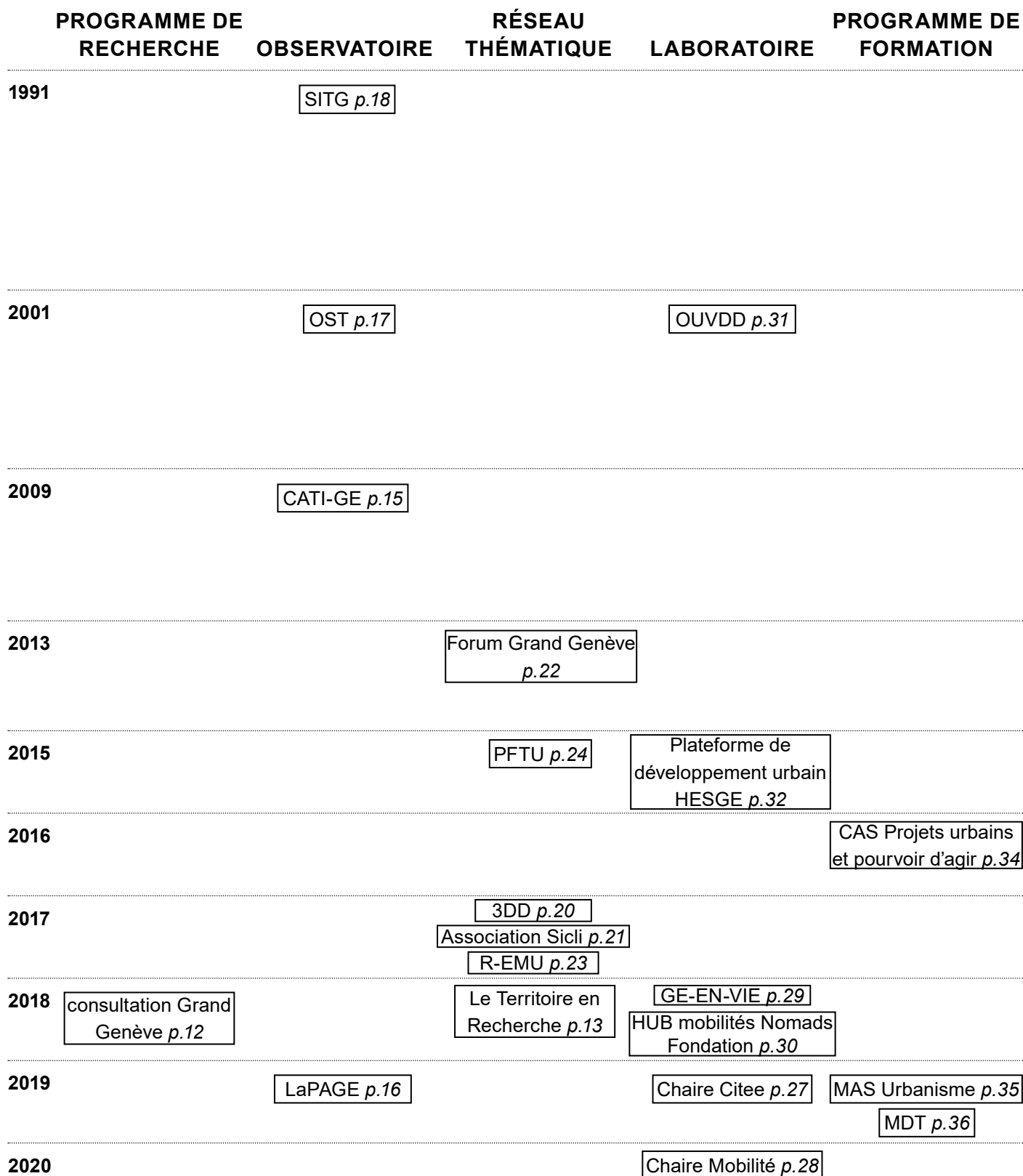


ASSOCIATIONS, FONDATIONS D'UTILITÉ PUBLIQUE

CONSTAT DIAGRAMME ACTEURS PILOTES

Les dispositifs sont organisés ci-dessus par catégories d'acteurs pilotant ces initiatives. La majorité des dispositifs sont portés par les hautes écoles. Néanmoins, une grande partie de ces dispositifs sont en lien avec des initiatives de gouvernance régionale ou répondent à une demande spécifique de besoins en termes de traitement de données.

3. CHRONOLOGIE



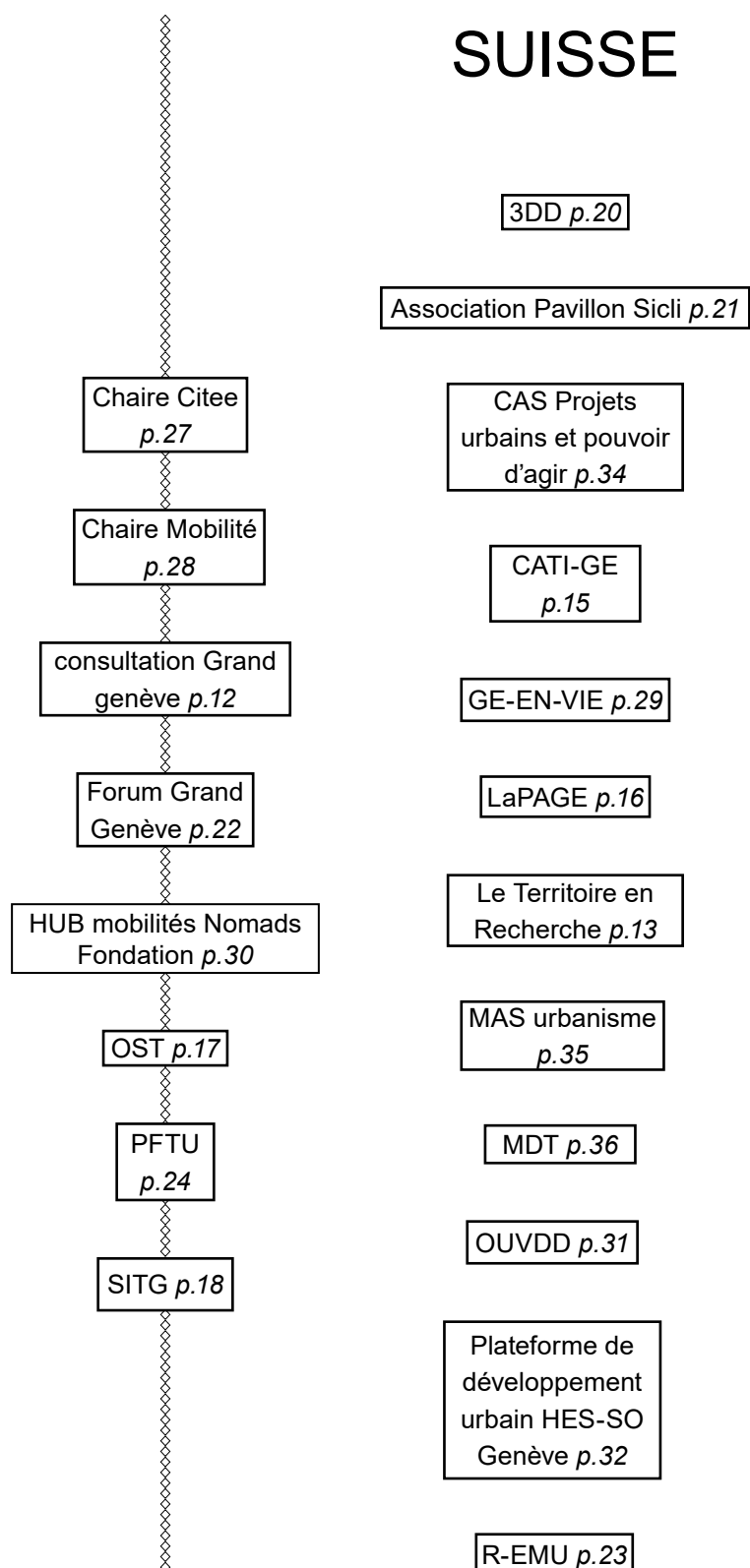
CONSTAT DIAGRAMME CHRONOLOGIE

Les dispositifs sont organisés ci-dessus de manière chronologique. Historiquement les dispositifs prennent majoritairement la forme d'observatoires avec pour vocation de collecter des données et de les diffuser pour accompagner la mise en œuvre des politiques publiques. Depuis 2015, on constate l'émergence d'une multitude d'initiatives qui visent plutôt la mise en lien d'acteurs, ainsi que de nouvelles formations interdisciplinaires et interinstitutionnelles.

4. TRANSFRONTALIER

FRANCE

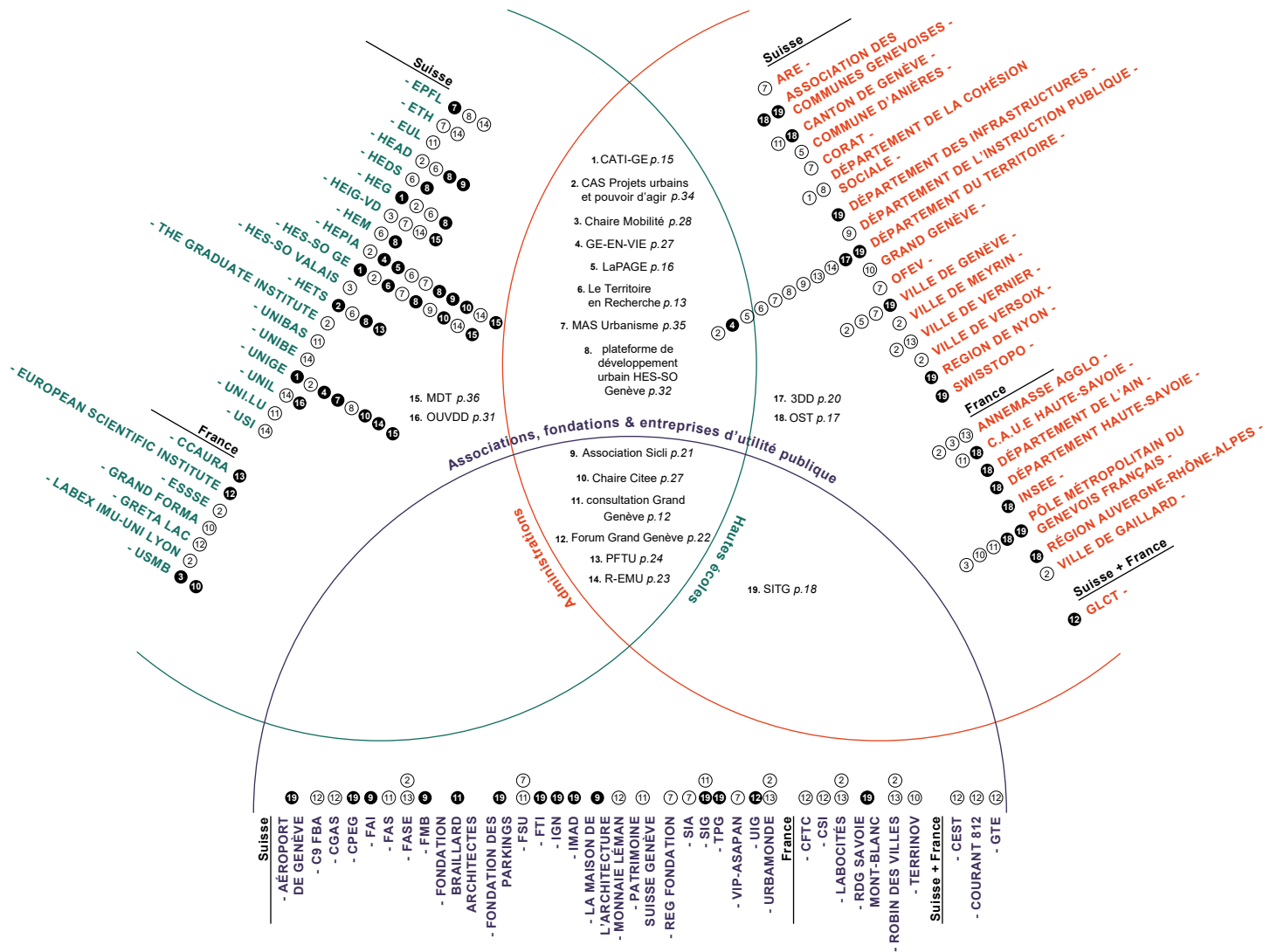
SUISSE



CONSTAT DIAGRAMME TRANSFRONTALIER

Les dispositifs sont organisés ci-dessus en fonction de l'origine des acteurs. Une grande partie des dispositifs ont une volonté partagée de travailler de manière transfrontalière et à l'échelle du Grand Genève. Cependant, la plupart des initiatives sont portées côté Suisse où se situe la majorité des hautes écoles actives sur le territoire.

5. CARTOGRAPHIE GÉNÉRALE



Légende

ADMINISTRATIONS

HAUTES ÉCOLES

ASSOCIATIONS, FONDATIONS D'UTILITÉ PUBLIQUE

0 acteurs porteurs

1 acteurs impliqués

CONSTAT CARTOGRAPHIE GÉNÉRALE

Les initiatives sont organisées de manière à recenser tous les acteurs impliqués dans leur bon fonctionnement. On retrouve une quantité diversifiée de type d'acteurs impliqués dans les dispositifs avec des polarités autour de certains d'entre eux, notamment l'office de l'urbanisme de la République et canton de Genève, l'UNIGE ou la HES-SO Genève. Au centre de l'image, on constate également une certaine quantité d'initiatives impliquant uniquement les hautes écoles et les administrations. Certaines impliquent également des associations ou fondations d'utilité publique.

CONSTATS TIRÉS DES ENTRETIENS MENÉS AVEC LES PERSONNES RÉFÉRENTES
DES HAUTES ÉCOLES ET L'ADMINISTRATION CANTONALE

ENTRETIENS ET CONSTATS

CONSTAT N°1

Confirmation d'une volonté forte d'ancrage professionnel tant au niveau de la recherche que de la formation par les hautes écoles

De manière générale, tous nos interlocuteurs soulignent le besoin de développer des formations plus ancrées dans les pratiques professionnelles. Il s'agit ainsi de monter « des formations qui se veulent en interaction forte avec la demande, les besoins, les employeurs potentiels une fois que les étudiants ont été formés » (Académicien n°2). L'enseignement développé devrait en outre être « axé sur la pratique [...] pour former et satisfaire une demande locale » (Académicien n°3).

Cette tendance semble également se vérifier au niveau de la recherche avec la volonté chez les chercheurs interrogés de mener des recherches « extrêmement soucieuses d'être en phase avec des demandes et des besoins locaux » (Académicien n°1). Il s'agit de conduire de la recherche « qui répond à des besoins qui sont d'aujourd'hui » (Académicien n°3), suivant une conception de la recherche se voulant « socialement utile » (Académicien n°2). L'enjeu pour les hautes écoles se situe dans l'équilibre à trouver entre commande publique et liberté académique : « c'est la problématique de terrain qui doit être définie en partenariat avec le mandataire, mais on doit garder une certaine autonomie et indépendance par rapport à ça..., ça c'est toute la notion de liberté académique. C'est-à-dire que même si c'est un partenaire de l'État on doit rester avec une approche qui respecte les principes de liberté académiques » (Académicien n°2).

Cette volonté de développer une recherche proche des enjeux de terrain est saluée par les professionnels qui y voient une « capacité à produire des réflexions, à déchiffrer des domaines dans lesquels on n'est pas forcément compétent, où pour lesquels on n'a pas forcément le temps de réfléchir. Ça amène aussi une forme de fraîcheur qui des fois permet d'avoir un autre regard sur nos projets » (Professionnel n°7).

CONSTAT N°2

L'utilité des conventions-cadre de coopération est perçue positivement par la majorité des personnes interrogées

Les conventions sont avant tout vues comme un outil permettant de construire un espace pérenne d'échange et de coordination entre acteurs, en opposition à des collaborations quotidiennes menées de manière plutôt ad hoc : « c'est ad hoc parce qu'il faut toujours que ça corresponde à la personnalité du partenaire. On exploite les relations qu'on peut avoir, on saisit telle opportunité dans l'actualité des trucs comme ça » (Académicien n°2). Les conventions permettent de ce point de vue de stabiliser les collaborations, et « d'assurer une relation plus pérenne dans le temps » (Académicien n°3). Elles « lient les institutions en dehors des personnalités » (Académicien n°5) et permettent de « mettre sur la table les besoins » (Académicien n°2) et ainsi de « contractualiser plus vite » (Académicien n°4). Au-delà de leur fonction de de coordination formelles entre acteurs, les conventions vont dans le même temps « faciliter après les contacts plus informels » (Académicien n°2) et permettre de créer du collectif. Ce qui importe finalement ce n'est pas tant leur contenu, « personne ne sait exactement ce qu'il y a dedans, mais ce n'est pas important » (Académicien n°5), mais ce qu'elles permettent et construisent, les liens qu'elles facilitent.

CONSTAT N°3

Le territoire du Grand Genève est jugé comme propice au développement de coopérations innovantes utiles à l'action publique urbaine par les professionnels interrogés

Le territoire genevois bénéficie d'une « épaisseur institutionnelle » importante au sens du géographe Ash Amin et d'une accessibilité forte à un réservoir de ressources tant cognitives, que techniques et financières soulignent les différents acteurs interrogés. Genève devrait ainsi pouvoir se positionner en vue d'être « un laboratoire sur la problématique territoriale début du 21ème siècle: « on a à peu près tout en termes financiers, en connaissances, en problématiques sur un territoire relativement modeste » (Professionnel n°7). « Il y a une richesse presque indécente sur ce territoire par rapport aux territoires européens ou internationaux », confirme cet autre professionnel, « qui nous fait quand même avoir des avantages même assez majeurs ; on a six HES à Genève, une université, une école polytechnique juste à côté, je sais pas s'il y a beaucoup plus de territoires qui font moins d'un million d'habitants qui ont cette densité-là en terme d'écoles, plus toute une dimension de Genève internationale présente ici » (Professionnel n°8). La disponibilité des compétences et des données techniques ne semble dès lors pas l'enjeu majeur. Il s'agit plutôt de définir comment construire une dynamique collective à partir de ces ressources : « le canton est l'un des endroits au monde où on connaît le plus en détail tout. Tous les arbres, tous les m2, toutes les essences, on a des données sur tout, ça c'est très bon pour le projet. La question maintenant c'est comment les combiner » (Professionnel n°6).

CONSTAT N°4

Paradoxalement, le positionnement des hautes écoles dans les débats publics sur les enjeux territoriaux peut être perçu comme étant plutôt faible, tant du point de vue des acteurs académiques que professionnels

L'implication des hautes écoles dans les débats sur le territoire et autour de la construction du Grand Genève est jugée comme étant assez limitée par l'ensemble des acteurs interrogés. Du côté des hautes écoles on souligne soit l'absence de stratégie institutionnelle dans ce sens, « je ne pense pas que [la haute école en question] n'ait eu jamais tellement l'occasion de se poser la question de savoir comment elle pourrait être un acteur contributif [des débats autour de l'agglomération] » (Académicien n°2), soit la nécessaire « neutralité » académique face à des débats jugés comme étant de nature « politiques » :

« La [haute école] moi je ne sais pas si elle se positionne, moi je dirais que non, elle ne se positionne pas sur des enjeux qui sont politiques » (Académicien n°4). Une position en retrait que déplore la plupart des professionnels interrogés. Certains regrettent une volonté de ne pas prendre parti, « il y a peu de recherches militantes », « la recherche a peu d'implication, d'impact sur la cité » (Professionnel n°7) ou une absence de prise de risques, « le

positionnement [des hautes écoles] est très proche de la pratique, très terre à terre et pas spéculatif, pas dans une logique de prise de risque [...] il n'y a pas de radicalité dans le positionnement » (Professionnel n°6). D'autres souhaiteraient plutôt que la recherche académique s'oriente plus vers des activités de conseil aux collectivités publiques: « on a rarement un avis fondé sur ce qu'il faut faire [...] c'est une posture qui relève plus de l'analyse scientifique, d'explications mais peu de conseils » (Professionnel n°8).

CONSTAT N°5

La capitalisation des connaissances est identifiée comme un enjeu central dans les collaborations hautes écoles – administrations publiques

Le constat suivant est sévère mais largement partagé par les acteurs professionnels interrogés : « la question de la contribution elle ne fonctionne pas, c'est un clair échec » (Professionnel n°7); « il y a une perte en ligne de connaissances qui est assez élevée, c'est-à-dire que je pense qu'on a je sais pas combien de dizaine d'études qui sont en cours ou finies dont les résultats ne sont pas toujours valorisés à leur juste valeur. Donc comment est-ce qu'on récupère cette donnée et comment est-ce qu'on la met au service du collectif ? » (Professionnel n°8). De manière générale, un autre professionnel se demande comment identifie-t-on et rend-on « accessible toutes les recherches que vous avez développées ces dix dernières années qui concernent le territoire genevois » (Professionnel n°7) ?

Au-delà de l'addition des contributions individuelles et de leur accessibilité, en partie déjà relayées sur les sites respectifs des hautes écoles, il y a pour les chercheurs interrogés un véritable enjeu à rendre visible et à valoriser ce qui se fait, dans l'objectif de créer de la plus-value pour initier une dynamique collective. Pour ce chercheur, il s'agit de penser ce « qu'on peut capitaliser de tout ça, au-delà des opérations particulières, [...] qu'est-ce qu'on est capable d'accumuler comme savoir-faire et qu'est-ce qu'on est capable aussi de dégager comme leçons, les avantages ou les limites de cette façon de fonctionner? » (Académicien n°2). Les logiques de concurrence entre institutions peuvent toutefois constituer un frein à la mise en œuvre d'une dynamique collective pour cet autre chercheur : « je pense qu'on pourrait faire beaucoup mieux au niveau du partage des savoirs, mais comme on est dans un système qui est très concurrentiel au niveau de la publication, il faut faire attention qu'on ne soit pas les seuls à le faire parce que sinon le risque... on s'est fait des fois voler des données » (Académicien n°4).

CONSTAT N°6

La création d'une structure nouvelle, d'un observatoire comme mentionné dans les conventions, n'est pas perçue comme une fin en soi

Il s'agirait plutôt selon les personnes interrogées de créer de l'agilité autour d'agencements circonstanciés propres à répondre à des besoins et des enjeux spécifiques, plutôt que de créer une nouvelle structure. Comme le rappelle ce chercheur, « d'après mes souvenirs il n'a jamais été question d'un observatoire du type base de donnée, traitement analytique des bases de données comme le veulent certains observatoires [...] c'était plutôt de se donner le moyen de capitaliser toute une série d'expériences justement dans la conduite de projet d'aménagement » (Académicien n°2). Pour ce professionnel également, l'essentiel est d'abord de se mettre d'accord sur des objectifs partagés : « il faut voir comment on pose la question où on veut arriver et trouver l'outil nécessaire ensuite. Pas l'inverse » (Professionnel n°6).

L'observatoire est par ailleurs considéré comme une structure trop lourde pour faire face à des demandes variées nécessitant une capacité de réaction rapide : « c'est-à-dire qu'un laboratoire de recherche ou un observatoire dans une haute école n'est absolument pas armé pour répondre à des demandes qui sont souvent sur des temporalités très courtes, d'expertises pointues, mais assez appliquées » (Académicien n°4). Sa réalisation nécessiterait également un portage fort et la mise à disposition de ressources importantes pour avoir une vraie continuité, ce qui constituerait un frein important à son développement : « il faut quelqu'un qui le porte et puis si c'est un office qui le gère, il faut qu'il y ait des actes, des rapports annuels sur ce qu'on a avancé ou pas et il faut qu'ils soient disponibles. Il faut avoir les moyens derrière et c'est ces moyens minimaux qui permettent de vraiment faire vivre quelque chose pendant dix ans » (Académicien n°5). « En fait, la difficulté c'est qu'on n'a pas des budgets pour d'un coup commencer à voir émerger de partout des spin off qui étaient des choses qu'on serait censé faire en interne » (Professionnel n°7).

La figure du réseau plus agile et ouvert, se réunissant de façon ad hoc au gré des opportunités, semble ainsi privilégiée : « il faut plutôt rassembler des partenaires quand on en a besoin ; l'observatoire ce n'est que le résultat de la mise en commun de tous ces petits réseaux plus ciblés liés au territoire. Ces réseaux ils se parlent quand ils ont besoin de se parler parce qu'ils sont là et s'ils veulent faire des séances qu'ils fassent des séances, mais c'est pas la structure qui doit prévoir des séances et une façon de se parler. Ils doivent se parler quand ils en ont besoin » (Académicien n°5).

RECENSEMENT DES DISPOSITIFS DE COOPERATION ENTRE
HAUTES ECOLES ET ADMINISTRATIONS PUBLIQUES

EXEMPLES DE DISPOSITIFS SUISSES ET EUROPÉENS

PROGRAMMES DE RECHERCHE

Le programme de recherche est un projet scientifique d'une durée déterminée avec un objet d'étude précis et une finalité prédéfinie.

POPSU

DESCRIPTIF

POPSU est un programme de recherche national qui vise à croiser les savoirs scientifiques et l'expertise opérationnelle pour mieux comprendre les enjeux et les évolutions associés aux villes et aux territoires. POPSU capitalise, à des fins d'action, les connaissances établies sur les métropoles et en assure la diffusion auprès de publics divers : professionnels, académiques, grand public, etc.

Le programme POPSU, financé par le PUCA, est partenaire de 15 Métropoles et 7 institutions publiques. Il se compose d'un conseil stratégique et d'une direction scientifique.

POPSU dispose d'une chaire partenariale sur la métropolisation. Cette chaire « en réseau » associe les équipes de chercheurs engagés dans les métropoles POPSU, en partenariat avec l'État et les services des métropoles.

La chaire est animée par la Responsable scientifique POPSU. POPSU est un programme financé en plusieurs temps, de 2004 à 2020.

> 2004: POPSU 1

> 2010: POPSU 2

> 2009: POPSU Europe

> 2018: POPSU Territoire, POPSU Métropoles, POPSU Mondes

TERRITOIRE CONCERNÉ

Territoire national français, européen et mondial

DATE DE LANCEMENT

2003, actif en 2020

RÉSEAU D'ACTEURS

portage d'un programme POPSU

haute école

administrations

La chaire partenariale POPSU sur la métropolisation est une chaire « en réseau », qui associe les équipes de chercheurs engagés dans les métropoles POPSU, en partenariat avec l'État et les services des métropoles.

MISSIONS

- > mener des programmes de recherches thématiques
- > croiser les savoirs scientifiques et l'expertise opérationnelle
- > diffuser les connaissances auprès de publics divers, professionnels, académiques, grand public, etc.

SITE INTERNET

www.popsu.archi.fr

METROLAB BRUSSELS MLB

DESCRIPTIF

MetroLab est un programme interdisciplinaire et interuniversitaire en recherche urbaine critique et appliquée financé par le programme FEDER; programme opérationnel pour la mise en œuvre du fond européen de développement régional avec pour objectif de renforcer la cohésion économique, sociale et territoriale.

L'action du MLB consiste en la conception, réalisation et coordination d'une douzaine de projets de recherche ayant un ancrage fort dans les situations et réalités bruxelloises et encourageant les acteurs de la politique urbaine à adopter des pratiques critiques et réflexives. Les recherches portent sur une série de 10 à 20 projets urbains parmi les 46 actions financées par le FEDER entre 2014 et 2020.

Le MLB, outre ses projets de recherche, organise des Masterclass réunissant étudiants, chercheurs, professeurs, acteurs locaux et professionnels de différents domaines autour d'une thématique théorique spécifique définie sur la base de cas empiriques sélectionnés.

TERRITOIRE CONCERNÉ

Bruxelles

DATE DE LANCEMENT

2014 - 2020

RÉSEAU D'ACTEURS

portage du MLB

haute école

partenariats

administrations

Le projet Metrolab Brussels est mené par l'UCL (Université de Louvain) en partenariat avec l'ULB (Université de Bruxelles) et fédère quatre centres de recherche. Outre les principales institutions régionales (Bureau Bruxellois de la Planification, Bruxelles Environnement, CityDev, Innoviris), MLB collabore activement avec un large éventail de partenaires scientifiques mondiaux.

MISSIONS

- > mener des recherches orientées vers la politique publique FEDER-Bruxelles
- > mener des recherches interdisciplinaires et interuniversitaires
- > Organiser des masterclass comme événement fédérateurs de toutes les parties prenantes au MLB

SITE INTERNET

www.metrolab.brussels

OBSERVATOIRE

**L'observatoire est un dispositif chargé
d'assurer le rassemblement et la diffusion
de l'information autour du territoire d'une
région.**

L'OBSERVATOIRE DES TERRITOIRES

DESRIPTIF

L'Observatoire des territoires analyse et diffuse les données relatives aux dynamiques et aux disparités territoriales ainsi qu'aux politiques menées dans le champ de l'aménagement et du développement des territoires. L'observatoire favorise l'harmonisation des méthodes d'observation et d'analyse territoriale entre l'Etat et les collectivités, la mutualisation des connaissances, et crée les conditions de diagnostics partagés sur l'état des territoires. L'Observatoire s'organise en réseau pluridisciplinaire composé de géographes et statisticiens. Il est animé par l'Agence nationale de la cohésion des territoires (ANCT) et s'appuie notamment sur un conseil d'orientation constitué de 30 membres (représentants des administrations, de la société civile, des associations d'élus, d'organismes acteurs de l'aménagement du territoire, du champ universitaire) et sur un réseau de partenaires. L'observatoire publie régulièrement des rapports et analyses sur les dynamiques territoriales et met à disposition la cartographie interactive de nombreuses données statistiques à différentes échelles.

TERRITOIRE CONCERNÉ

Territoire national français

DATE DE LANCEMENT

2004, actif en 2020

RÉSEAU D'ACTEURS

portage

administrations

L'Observatoire des territoires, animé par l'Agence nationale de la cohésion des territoires (ANCT)

MISSIONS

- > Créer les conditions pour un diagnostic partagé sur l'état des territoires
- > Publier des rapports et analyses

SITE INTERNET

www.observatoire-des-territoires.gouv.fr

MILLÉNAIRE 3

DESCRIPTIF

De 1997 à 2000, la Communauté Urbaine de Lyon, présidée par Raymond Barre, a décidé en 1997 de s'engager dans un exercice de prospective stratégique. Cette démarche a donné naissance à ce qu'est aujourd'hui Millénaire 3.

Millénaire 3 s'adresse au public concerné par l'action publique et met à disposition une grande diversité d'analyses en lien avec l'activité de la Métropole de Lyon pour prendre de la distance, nourrir une réflexion de fond, questionner les pratiques.

Millénaire 3 est un espace de réflexion et de recherche autour de différents domaines tels que la culture, l'économie, l'environnement, la société et la politique porté par la Direction de la Prospective et du Dialogue Public (DPDP). Il a été créé pour aider le public à comprendre les enjeux des politiques publiques, mais aussi pour favoriser le débat.

Le site permet également de mettre en avant les innovations de la Métropole de Lyon, qui foisonne d'idées nouvelles et de projets. Il s'adresse à un public très large : élus, dirigeants, techniciens ou professionnels de Lyon, journalistes, étudiants, militants ou tout simplement amoureux ou curieux de la ville.

TERRITOIRE CONCERNÉ

Métropole de Lyon

DATE DE LANCEMENT

2000, actif en 2020

RÉSEAU D'ACTEURS

portage

administrations

Millénaire 3 est porté par la Direction de la Prospective et du Dialogue Public (DPDP)

MISSIONS

- > recensement et mise à disposition d'analyses en lien avec la Métropole de Lyon
- > diffuser et mettre en réseau les informations existantes sur la Métropole de Lyon

SITE INTERNET

www.millenaire3.com

RÉSEAU THÉMATIQUE

Le réseau thématique est un dispositif qui a pour objectif de mettre en lien différents acteurs (institutions, scientifiques ou professionnels) autour d'un objet commun et dans le but de produire de nouveaux savoirs.

ALLISS

DESCRIPTIF

Alliss est une plateforme de travail et de coopération entre établissements d'enseignement supérieur et de recherche et acteurs de la société civile, associations, syndicats, entreprises. Alliss a pour ambition de développer la coopération entre la société civile et les établissements de recherche et d'enseignement supérieur.

Alliss a pour objectifs d'animer le débat public et de peser sur les changements législatifs et réglementaires, d'équiper les acteurs de la société civile et les établissements d'enseignement supérieur et de recherche pour faciliter les coopérations, de soutenir l'innovation institutionnelle en favorisant l'expérimentation, de favoriser le croisement des savoirs, des actions et des expériences et d'accompagner les collectivités territoriales et leurs politiques publiques.

Alliss est un collectif et une plateforme de travail qui réunit des acteurs de l'enseignement supérieur, de la recherche et de la société civile, incluant des syndicats, des autorités administratives et des collectivités locales. Ses actions se déclinent à l'aide d'une charte, d'une plateforme collaborative et de sa publication livre blanc.

TERRITOIRE CONCERNÉ

Territoire national français

DATE DE LANCEMENT

2015, actif en 2020

RÉSEAU D'ACTEURS

portage

haute école

administrations

associations, fondations & entreprises

Alliss est une plateforme de travail et de coopération entre établissements d'enseignement supérieur et de recherche et acteurs de la société civile, associations, syndicats, entreprises.

MISSIONS

> développer la coopération entre la recherche, l'enseignement supérieur et le tiers secteur de la recherche

SITE INTERNET

www.alliss.org

CITEGO

DESRIPTIF

CITEGO s'envisage comme un tiers-médiateur, qui promeut l'échange d'expériences et le partage de connaissances entre praticiens, chercheurs, élus, associations et citoyens, autour des questions liées à la gouvernance des territoires et à leur rôle dans la transition vers des sociétés durables.

Le site CITEGO réunit, dans son fonds documentaire, les analyses d'une diversité d'expériences, pour comprendre les mutations en cours sur les territoires, sous le prisme de la gouvernance territoriale. Ces expériences sont reliées les unes aux autres par une cartographie sémantique - l'atlas relationnel.

CITEGO développe des dispositifs de formation dont des conférences en ligne ouvertes et massives (MOOC) avec l'objectif de constituer des communautés apprenantes et développer des capacités d'apprentissage collectif permanent.

CITEGO développe une méthodologie d'accompagnement, appelée «cycle de médiation», alliant partage et capitalisation apprenante de l'expérience, mise en évidence des invariants du changement, diffusion des enseignements issus de la pratique et de la recherche, création d'outils pédagogiques innovants, transfert de savoirs à une communauté élargie via la formation.

TERRITOIRE CONCERNÉ

-

DATE DE LANCEMENT

2015, actif en 2020

RÉSEAU D'ACTEURS

portage

associations, fondations & entreprises

Association constituée d'un réseau de praticiens financée par la Fondation Charles Léopold Mayer

MISSIONS

- > mise à disposition d'un fond documentaire ouvert
- > mise en réseau des acteurs territoriaux
- > accompagnement des acteurs territoriaux dans leurs démarches de transition

SITE INTERNET

www.citego.org

PROJET INTERACT

DESCRIPTIF

Le projet Interact est né du constat que les collaborations entre Ville et Université de Lausanne reposaient essentiellement sur des relations interpersonnelles et ne bénéficiaient pas d'un soutien ou d'une valorisation institutionnelle systématique.

En 2014, un inventaire des initiatives conjointes entre membres ou services de l'UNIL et la Ville avait permis d'identifier une cinquantaine de projets très variés. Certains d'entre eux avaient alors été étudiés plus en détail afin de comprendre les modalités de collaboration, ainsi que leurs freins et facteurs de succès.

Ce travail a abouti à la création d'Interact, un projet mené conjointement par la Ville et l'UNIL, qui encourage et soutient les collaborations entre chercheurs de l'UNIL et collaborateurs de la Ville.

Les deux axes d'actions privilégiés par Interact sont les suivants :

1. Le «matching», qui consiste à faire se rencontrer des membres des deux institutions, travaillant sur les mêmes objets, et ainsi favoriser l'émergence de projets communs. Des rencontres thématiques sont ainsi régulièrement organisées et permettent de créer des binômes autour d'intérêts communs ;
2. L'accompagnement méthodologique, qui consiste à fournir aux porteurs de projets de collaboration Ville-UNIL des outils qui favorisent la bonne réalisation de leurs partenariats.

TERRITOIRE CONCERNÉ

ville de Lausanne

DATE DE LANCEMENT

2017

RÉSEAU D'ACTEURS

portage du programme

haute école

administrations

Interact est un projet mené conjointement par la Ville et l'UNIL qui encourage et soutient les collaborations entre chercheurs de l'UNIL et collaborateurs de la Ville.

MISSIONS

- > mener des recherches conjointes entre l'université et les services administratifs de la ville
- > proposer un accompagnement méthodologique à la collaboration université et administration

SITE INTERNET

www.unil.ch/connect/fr/home/menuinst/ville-de-lausanne/projet-interact.html

RAMAU

DESRIPTIF

RAMAU est un réseau de recherche et d'information créé en 1998 et portant sur les diverses activités d'élaboration et de conception des projets de construction, d'urbanisme, d'aménagement ou de paysage en France et en Europe. Il est habilité comme réseau de la recherche architecturale par la Direction Générale des Patrimoines (ministère de la Culture et de la Communication).

Le noyau d'origine est constitué des chercheurs de différentes disciplines issus des écoles d'architecture, de l'université et du CNRS. Ce noyau s'est élargi au fur et à mesure du développement du réseau à des équipes de recherche françaises de diverses origines.

Des professionnels de l'architecture, de l'ingénierie et de l'urbanisme, du côté des commanditaires comme des maîtres d'œuvre ainsi qu'un certain nombre de chargés de mission de la recherche incitative participent régulièrement aux activités du réseau.

Le RAMAU propose des actions de recherche par l'engagement des réflexions collectives devant conduire à des actions coordonnées de recherche, s'appuyant sur les dialogues permanents entre les praticiens et les chercheurs que permet RAMAU, et sur les capacités réelles d'investigation des chercheurs et de leurs équipes.

TERRITOIRE CONCERNÉ

-

DATE DE LANCEMENT

1998, actif en 2020

RÉSEAU D'ACTEURS

portage

scientifiques issus de hautes écoles

Le RAMAU est un réseau de chercheurs de différentes disciplines issus des écoles d'architecture, de l'université et du CNRS.

MISSIONS

- > organiser des rencontres du réseau
- > mener des recherches
- > organiser une veille documentaire et scientifique

SITE INTERNET

www.ramau.archi.fr

PUCA

DESRIPTIF

Le Plan Urbanisme Construction Architecture, PUCA, est un organisme interministériel de recherche et d'expérimentation placé sous la tutelle des ministères de la Cohésion des territoires, de la Transition écologique et solidaire, de la Culture, et de la Recherche.

Le PUCA est un lieu d'articulation entre la recherche et les politiques publiques dans le domaine de l'urbain et du cadre bâti. Il établit une relation dans la durée avec les chercheurs et les praticiens, coproduit les thématiques de recherche et valorise les travaux.

Le PUCA développe des programmes de recherche incitative, de recherche-action et d'expérimentation qui fait vivre un collectif de chercheurs et d'acteurs sur le temps long autour d'une problématique partagée.

La méthode de travail du PUCA repose sur quatre piliers ;

1. La relation dans la durée avec les chercheurs et les praticiens
2. La coproduction des thématiques de recherche et d'expérimentation
3. Le modèle du programme qui fait vivre un collectif de chercheurs et d'acteurs sur le temps long autour d'une problématique partagée
4. Le souci de la valorisation

Le PUCA organise son action autour de quatre majeures déclinées en programmes d'actions :

- > Solidarité : habitat pour tous; ville citoyenne
- > Innovation : ville innovante ; architecture et création, construction numérique
- > Résilience: écosystèmes territoriaux ; construction sobre, résiliente et ressources locales
- > Territoire : POPSU; approche systémique et intégrée des territoires.

SITE INTERNET

www.urbanisme-puca.gouv.fr/IMG/pdf/plaquette_presentation_puca_imp_bd-2.pdf

TERRITOIRE CONCERNÉ

Territoire national français

DATE DE LANCEMENT

2000

RÉSEAU D'ACTEURS

portage

administrations

Le Plan Urbanisme Construction Architecture, PUCA, est un organisme interministériel de recherche et d'expérimentation placé sous la tutelle des ministères de la Cohésion des territoires, de la Transition écologique et solidaire, de la Culture, et de la Recherche.

MISSIONS

> développer des programmes de recherche incitative, de recherche-action et d'expérimentation

LABORATOIRE

Le laboratoire est un dispositif actif principalement dans les domaines de la recherche, la formation et la diffusion. Il a pour objectif de rechercher et produire de la connaissance spécialisée autour d'une thématique précise, de la valoriser et la diffuser.

FORUM URBAIN - UNIVERSITÉ DE BORDEAUX

DESRIPTIF

Le forum urbain pilote le projet bordelais du programme POPSU métropoles en partenariat avec Bordeaux Métropole. Le forum vise à faciliter l'accès aux ressources universitaires, expertises et savoir-faire relatifs aux questions urbaines, pour favoriser les collaborations entre sciences et société. Il a pour objectifs d'éclairer les pratiques des professionnels de l'urbain, de diffuser des savoirs sur la ville et de contribuer à la professionnalisation des étudiants.

Le forum urbain est géré par une équipe opérationnelle et éclairé par deux instances ad hoc : un comité de pilotage décisionnaire constitué de chercheurs de différentes disciplines et laboratoires, et un comité d'orientation consultatif réunissant partenaires académiques et acteurs de la ville. Les actions du forum sont de deux types : co-production de connaissances (projet de recherche, mandats, ateliers, stages, thèses...) et mise en débat des savoirs sur la ville (rencontres, workshops, séminaires scientifiques, événements).

TERRITOIRE CONCERNÉ

Bordeaux Métropole

DATE DE LANCEMENT

2015, actif en 2020

RÉSEAU D'ACTEURS

portage

haute école

partenariats

administrations

Le forum urbain est géré par une équipe opérationnelle et éclairé par deux instances ad hoc : un comité de pilotage décisionnaire constitué de chercheurs de différentes disciplines et laboratoires, et un comité d'orientation consultatif réunissant partenaires académiques et acteurs de la ville.

MISSIONS

- > développer des formations
- > organisations de rencontres du Forum Urbain
- > contribution aux événements du territoire

SITE INTERNET

www.forumurbain.u-bordeaux.fr

FORUM VIES MOBILES

DESCRIPTIF

Forum Vies Mobiles est un institut de recherche et d'échanges sur les mobilités qui a pour but d'étudier les relations que la mobilité entretient avec les modes de vie et les territoires. Le programme de recherche du Forum des Vies Mobiles s'inscrit dans la perspective du « tournant de la mobilité ». Ses 2 axes de travail s'orientent autour de deux questions majeures;

- Entre vies mobiles et immobiles : comment habite-t-on la mobilité aujourd'hui ?
- Territoires d'accueil et accès : quelles politiques de mobilité durable développer ?

Forum Vies Mobiles mène des projets de recherche, organise des conférences, expositions, rencontres, dispose d'une veille éditoriale et produit des publications. L'institut, créé par la SNCF, est porté par une direction portée par la SNCF et une direction scientifique. L'institut est constitué d'un conseil d'administration composé de cinq membres du groupe SNCF et d'une équipe de 7 chercheurs.

TERRITOIRE CONCERNÉ

-

DATE DE LANCEMENT

2011, actif en 2020

RÉSEAU D'ACTEURS

portage

conseil scientifique

entreprise

Forum Vies Mobiles est créé par la SNCF et porté par une direction issue de la SNCF et une direction scientifique.

MISSIONS

- > mener des recherches interdisciplinaires autour de la mobilité
- > Diffuser la connaissance par les publications et l'organisation d'événements, de conférences, d'expositions, de rencontres

SITE INTERNET

www.fr.forumviesmobiles.org

LABEX IMU

DESRIPTIF

Intelligences des Mondes Urbains est un laboratoire qui rassemble divers champs scientifiques et des acteurs non académiques. Labex IMU a pour vocation de stimuler, produire, capitaliser et valoriser une expertise scientifique et technique sur les mondes urbains passés, présents et à venir tout en contribuant à l'action des pouvoirs publics et des acteurs privés.

Porté par l'Université de Lyon le LabEx IMU s'appuie sur près de 550 chercheurs (issus de 32 laboratoires de Lyon Saint-Etienne) ainsi que sur de nombreux partenaires des collectivités et des entreprises.

Le LabEx IMU entend intensifier la recherche urbaine en favorisant la pluralité scientifique à l'échelle de la métropole Lyon Saint-Etienne. Les projets de recherche, qu'il soutient, impliquent au moins 3 équipes / disciplines, créant ainsi une dynamique de recherche entre domaines scientifiques. Ils associent, dans la grande majorité des cas, un ou des partenaires praticiens (collectivités, entreprises...). L'objectif du LabEx IMU est d'élaborer et de mettre en partage des connaissances en assurant la mise en relation des métiers et des disciplines qui interviennent sur la ville et l'urbain. De ces confrontations sont attendues des inventions méthodologiques, techniques, organisationnelles, sociales et aussi de nouveaux problèmes, de nouveaux énoncés et de nouveaux paradigmes.

Labex IMU s'organise autour de 4 pôles:

1. Matériaux, sources, données: savoirs et savoir-faire
2. Milieux et habitabilité des mondes urbains
3. Temps et rythmes de l'urbain
4. Intelligences sensibles des mondes urbains

TERRITOIRE CONCERNÉ

Métropole de Lyon

DATE DE LANCEMENT

2012, actif en 2020

RÉSEAU D'ACTEURS

portage

haute école

partenariats

administrations

associations, fondations & entreprises

Labex IMU est un laboratoire rassemblant 570 membres de l'Université de Lyon et issus de 37 laboratoires/équipes de recherche. Labex IMU collabore avec des institutions, le secteur associatif, les collectivités publiques et administrations et les industries

MISSIONS

- > stimuler, produire, capitaliser et valoriser un expertise scientifique et technique sur les mondes urbains
- > contribuer à l'action des pouvoirs publics et acteurs privés
- > associer un grand nombre de scientifiques de différentes disciplines
- > renforcer l'implication territoriale des dispositifs de formation
- > mettre en relation les praticiens, les enseignants-chercheurs et les étudiants

SITE INTERNET

www.imu.universite-lyon.fr

IERMB

DESRIPTIF

L'Institut d'Estudis Regionals i Metropolitans de Barcelona est un consortium de droit public rattaché à l'Àrea Metropolitana de Barcelona qui vise à promouvoir des activités de recherche, formation et diffusion dans les domaines urbain, social, environnemental, économique et territorial de la région et de l'agglomération de Barcelone.

Le conseil des gouverneurs de l'IERMB est présidé par l'Aire métropolitaine de Barcelone. La vice-présidence est assurée par le recteur de l'Université autonome de Barcelone, un représentant de la municipalité de Barcelone et le vice-président de l'Àrea Metropolitana de Barcelona.

L'IERMB mène ses actions au travers de la recherche, de la formation et de la diffusion. Il organise ses activités dans huit domaines thématiques de recherche: cohésion sociale et urbaine ; logement ; coexistence et sécurité urbaine ; économie régionale et urbaine ; mobilité ; écologie et territoire ; développement urbain durable ; gouvernance et politiques publiques. Outre ces domaines thématiques, cinq services transversaux offrent un soutien à la recherche : cartographie, statistiques, informatique, travail sur le terrain et soutien à la recherche, et administration et ressources humaines.

L'Institut développe également le Système d'Indicateurs Métropolitains de Barcelone (SIMBA) et la Base de Données Cartographiques des Equipements de l'aire métropolitaine de Barcelone. L'institut propose un master en études urbaines et métropolitaines. L'IERMB s'engage à diffuser les processus et les résultats de la recherche. La diffusion est structurée à travers les publications de l'Institut, les espaces et outils de débat, le service documentaire.

TERRITOIRE CONCERNÉ

Aire métropolitaine de Barcelone

DATE DE LANCEMENT

1984, lancement du consortium

RÉSEAU D'ACTEURS

portage

haute école

administrations

Le conseil des gouverneurs de l'IERMB est présidé par l'Aire métropolitaine de Barcelone. La vice-présidence est assurée par le recteur de l'Université autonome de Barcelone, un représentant de la municipalité de Barcelone et le vice-président de l'Àrea Metropolitana de Barcelona.

MISSIONS

- > mener des recherches autour des huit thématiques
- > développer la formation master et MOOCS
- > diffuser la connaissances par les publications, le débat, et les services de documentation

SITE INTERNET

www.iermb.uab.cat/en/the-institute

SMART LIVING LAB

DESCRIPTIF

Le Smart Living Lab est un centre de recherche et développement dédié à l'habitat du futur, dont les activités sont motivées par le bien-être des utilisateurs, l'efficacité énergétique et la transformation numérique. Ce living lab implémente des projets de recherche interdisciplinaires grâce à une expérimentation en conditions réelles impliquant des chercheurs et des entreprises.

Le Smart Living Lab rassemble l'expertise de l'Ecole polytechnique fédérale de Lausanne (EPFL), de la Haute école d'ingénierie et d'architecture de Fribourg (HEIA-FR) et de l'Université de Fribourg dans les domaines de recherche des «Technologies de la construction», «Bien-être et comportements», «Interactions et processus de conception» et «Systèmes énergétiques». Depuis 2015, il développe ses activités de recherche dans le quartier d'innovation de blueFACTORY à Fribourg et verra la construction de son propre bâtiment sur le même site dès 2020.

Le Smart Living Lab permet à Fribourg de lier durablement son image à la marque et au réseau mondial EPFL et de positionner le canton et le site de blueFACTORY, sur le plan suisse et international, dans le domaine des technologies novatrices. Il joue également un rôle clé dans le Swiss Innovation Park (SIP), en formant le cœur du SIP West de Suisse occidentale à blueFACTORY, aux côtés de l'EPFL Innovation Park et du Biopôle à Lausanne, Campus Biotech à Genève, Microcity à Neuchâtel et Energypolis à Sion.

TERRITOIRE CONCERNÉ

Canton de Fribourg

DATE DE LANCEMENT

2015, actif en 2020

RÉSEAU D'ACTEURS

portage

haute école

administrations

partenaires

associations, fondations & entreprises d'utilité publique

entreprises

Le Smart Living Lab est porté par l'Ecole polytechnique fédérale de Lausanne (EPFL), la Haute école d'ingénierie et d'architecture de Fribourg (HEIA-FR) et l'Université de Fribourg en collaboration avec le Canton de Fribourg

Un grand nombre des projets menés au Smart Living Lab impliquent des collaborations avec des partenaires privés, tels que fournisseurs d'électricité, gestionnaires de réseaux, fabricants de systèmes d'éclairage, architectes, consultants en énergie ou en analyse de cycle de vie, start-ups ou encore entrepreneurs.

MISSIONS

- > mener des recherches collaboratives thématiques
- > promouvoir la collaboration avec le secteur privé
- > offrir des lieux d'expérimentation pour la recherche et la formation

SITE INTERNET

www.smartlivinglab.ch

PROGRAMME DE FORMATION

Le programme de formation est un dispositif ayant pour objectif de former de manière interdisciplinaire et en lien avec les administrations aux métiers de l'urbanisme.

THÈSE CIFRE

DESCRIPTIF

Depuis 1981, le dispositif Cifre - Conventions Industrielles de Formation par la Recherche - subventionne toute entreprise de droit français qui embauche un doctorant pour le placer au cœur d'une collaboration de recherche avec un laboratoire public. Les travaux doivent préparer à la soutenance d'une thèse.

Le Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation (MESRI) a confié à l'ANRT la mise en œuvre du dispositif Cifre. Son objectif est de favoriser le développement de la recherche partenariale publique-privée et de placer les doctorants dans des conditions d'emploi.

TERRITOIRE CONCERNÉ

-

DATE DE LANCEMENT

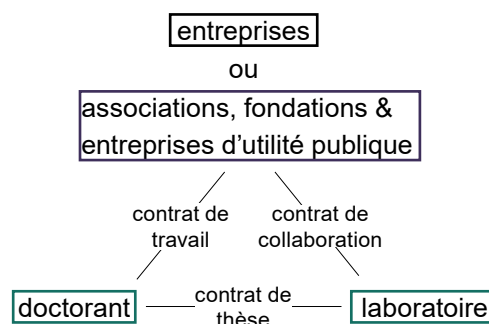
1981

RÉSEAU D'ACTEURS

portage

administrations

système



Les Cifre sont intégralement financées par le ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation qui en a confié la mise en œuvre à l'ANRT.

MISSIONS

- Favoriser le développement de la recherche partenariale publique-privée
- Placer les doctorants dans des conditions d'emploi

SITE INTERNET

www.anrt.asso.fr/fr/cifre-7843

OUVERTURES

ET

PROPOSITIONS

**Comment formuler collectivement
une vision sur nos modes de
coopération et sur le développement
d'un savoir-faire, dans et à partir de
ces interactions?**

9 propositions concrètes
pour contribuer au débat et proposer un
horizon commun

Développer des espaces d'échanges en vue de construire un collectif, une communauté d'intérêt

Si la « pluralité, la multiplicité, la dynamique des formes d'interactions » (Académicien n°2) est valorisée par la plupart des personnes interrogées, l'enjeu est de réussir à créer un collectif de ce réseau ouvert et dynamique. Il faut créer des « espaces potentiels de concertation souple » (Académicien n°5), un nouvel « Agora » (Professionnel n°8) qui permettraient d'échanger autour des projets et de leurs résultats:

1. L'organisation d'une rencontre annuelle sur 1 à 2 jours réunissant les différents réseaux travaillant sur le territoire
2. L'instauration systématique d'un groupe de suivi dans les projets et mandats incluant les partenaires d'autres institutions
3. La systématisation des méthodes de recherche contributive, dans l'objectif de développer un «territoire apprenant et contributif»
4. Le lancement d'un programme de recherche avec des objectifs communs, visant à terme le développement d'un Pôle de recherche national (NCCR) regroupant l'ensemble des hautes écoles actives sur le territoire

Valoriser les recherches et les mandats existants

Comment créer une plus-value qui va au-delà de l'addition des contributions individuelles, comment capitaliser sur le grand nombre de connaissances qui sont actuellement produites sur le territoire ? Il s'agirait d'avoir un minimum d'échanges d'informations et de développer une bonne capacité des différentes initiatives à se présenter elles-mêmes, afin « de voir les liens, les redondances, d'éviter les effets de compétitions et de donner la capacité d'une vision d'ensemble » (Académicien n°2) :

5. La standardisation dans les cahiers des charges des mandats obtenus de l'obligation d'alimentation d'une base de données partagée, pouvant aboutir à un véritable pôle de ressources à destination d'un plus large public
6. L'organisation de cycles de rencontre dans des lieux ouverts aux professionnels et au grand public, incluant les partenaires d'autres institutions pour présenter les résultats intermédiaires et finaux des recherches et mandats
7. Le développement d'une plateforme de diffusion commune via une stratégie de publication, soit à partir d'informations standardisée (newsletter), soit autour d'une ambition scientifique plus forte (revue thématique)

Expérimenter de nouvelles formes de production de connaissance au sein d'un espace partagé et interdisciplinaire

Cette proposition est certainement la plus ambitieuse et la plus difficile à mettre en œuvre, mais elle est pourtant partagée par plusieurs de nos interlocuteurs. Cet « espace de liberté » (Académicien n°4), pourrait ressembler selon ce professionnel à « un garage, comme l'a fait la personne qui a produit le premier ordinateur. Il faut un garage où des personnes intelligentes, qui n'ont pas peur ni froid aux yeux peuvent se poser des questions en toute liberté et casser des prototypes. Pas un laboratoire chic » (Professionnel n°6). Il s'agirait selon ce chercheur de pouvoir se lancer « dans des projets de nature expérimentale, un peu « casse gueule » qu'un bureau ou un institut ne peut pas faire » (Académicien n°1). Cet espace devrait être partagé et interdisciplinaire : « on peut imaginer que tout le monde puisse y travailler, les architectes vont vraiment inventer de nouvelles formes, les sociologues vont vraiment pouvoir poser les bonnes questions, etc. » (Professionnel n° 7). Cette ambition semble d'autant plus nécessaire pour appréhender les transformations complexes induites par le changement climatique et les solutions à inventer pour appréhender la transition écologique.

8. Développer un/des espace/s d'expérimentation collectif et interdisciplinaire, par exemple au cœur de quartiers en mutation

9. Favoriser le développement de recherches partenariales, par exemple au niveau des thèses

Recommandations pour l'opérationnalisation des propositions

Certaines propositions listées ci-dessus nécessitent une investigation plus importante pour ce qui relève de leur mise en œuvre. En effet, une initiative, au-delà de ses ambitions premières, se développe et se pérennise en fonction de son portage, de l'identification et de l'implication des acteurs, du système de coopération idéal et fonctionnel et des ressources humaines et financières mises à disposition. L'identification des enjeux d'opérationnalisation de chaque proposition permettrait d'évaluer les potentiels et les risques pour préciser et concrétiser une initiative.

BIBLIOGRAPHIE

- Agamben, G. 2014. *Qu'est-ce qu'un dispositif ?* Rivages Poche, Petite Bibliothèque, 49p.
- Ascher, F. 2001. *Les nouveaux principes de l'urbanisme*, Paris: Éditions de l'Aube, 103 p.
- Boltanski, L., Chiapello, E. 2011. *Le nouvel esprit du capitalisme*, Paris : Editions Gallimard, 971p.
- Brenner, N., Madden, D.J., Wachsmuth, D. 2011. *Assemblage urbanism and the challenges of critical urban theory*, City, 15:2, pp. 225-240
- De Vaujany, F. X. 2006. *Pour une théorie de l'appropriation des outils de gestion : vers un dépassement de l'opposition conception-usage*, Management & Avenir, vol. 9, no. 3, pp. 109-126.
- Foucault, M. 1975. *Surveiller et punir. Naissance de la Prison*, Paris : Gallimard, 318p.
- Gaberell, S., Debarbieux, B. 2014. *Mapping regions, framing projects*. Geoforum 52, pp. 123-136
- Girault M. 2015, *L'évolution des professionnalités et métiers de l'urbain vue par des praticiens : quels enseignements pour les formations ? Apports par enquête sur la région urbaine Lyon – Saint-Etienne et à l'échelle nationale*, rapport de recherche pour le Laboratoire d'Excellence Intelligences des Mondes Urbains, 63 p.
- Latour, B., 2006. *Changer de société, refaire de la sociologie*. Paris : Éditions La Découverte
- Levy, A. 2006. *Quel urbanisme face aux mutations de la société postindustrielle ?*. Esprit, novembre (11), pp. 61-75.
- Mager, C., Matthey, L. 2016. *Une discrète architecture ostentatoire. Faire la ville entre considérations financières, urgence à produire du logement et injonctions à la "qualité urbaine"*. Urbanités 7, pp. 1-16.
- Matthey, L., Mager, C. 2016. *La fabrique des urbanistes. Une identité professionnelle controversée ?*. In: CyberGEO, pp. 1-13.
- McFarlane, C., 2011. *The city as assemblage : dwelling and urban space*. In : Environment and Planning D : Society and Space 29, pp. 649-671.
- Pinson, G. 2009. *Gouverner la ville par projet. Urbanisme et gouvernance des villes européennes*. Presses de Sciences Po, 424p.
- Rey Valette, H., Chia, E., Soulard, C., Mathé, S., Nougaredes, B. 2010. *Innovation et gouvernance territoriale : une analyse par les dispositifs*. ISDA 2010. Innovation and Sustainable Development in Agriculture and Food, 10 p.

